

TORTURÉS À VIE

Edmond-Gabriel DESPRAT



Préface de Pierre TRUCHE

TORTURÉS A VIE

Edmond-Gabriel DESPRAT

N° 39929 à Neuengamme
Commandeur de la Légion d'Honneur
au titre de la
Résistance et de la Déportation.

Achevé d'imprimer en Avril 2003
sur les presses de
l'imprimerie Multitude
01400 Châtillon sur Chalaronne
ISBN N° 2-9519915-1-7
4^e Edition

A ma femme,

A la mémoire de mon père,

de ma mère, de mon frère.

PREFACE

Témoigner. Il faut encore témoigner. A temps, mais aussi à contretemps : il faut écrire encore des pages quand d'autres voudraient les tourner.

Car tout nouveau témoignage trouve de nouveaux lecteurs et apporte sa pierre à l'ensemble. Dire encore l'indicible, à sa manière, pour rappeler que chacun de ceux que les nazis ont voulu réduire à des choses était un homme unique.

Chaque jour, chaque nuit, le corps d'Edmond -Gabriel DESPRAT lui rappelle les tortures dont il a, en profondeur, gardé l'empreinte. Cela pendant longtemps a été tu ; les confidences étaient partielles, réservées aux proches. Puis le temps est venu d'aller plus loin.

Pour affirmer avec force que l'homme n'est jamais aussi grand, y compris dans la pire des adversités, que lorsqu'il reste debout.

Pierre TRUCHE

Premier Président de la Cour de Cassation
Grand Officier de la Légion d'Honneur

AVANT PROPOS

Si la première guerre mondiale avait causé 9 millions de victimes, la seconde, le conflit le plus sanglant de l'histoire de l'Humanité, a entraîné dans la mort 55 millions de personnes dont 45 millions en Europe. La déportation organisée par les nazis a constitué un élément majeur de cette effroyable tragédie puisque, sur 6 millions de déportés, 5 ont péri dans les camps.

Le 30 janvier 1933, Hitler devient Chancelier du Reich. Début mars est ouvert le camp de concentration de Dachau. D'autres vont suivre : le 20 mars pour Orianenburg (auquel s'adjoindra en août 1936 Sachsenhausen), le 3 juin 1936 pour Buchenwald, le 15 juillet 1937 pour Ravensbrück, le 3 mai 1938 pour Flossenbürg, le 8 septembre 1938 pour Mauthausen (après l'occupation de l'Autriche le 3 mars 1938). Avec le déclenchement de la deuxième guerre mondiale en septembre 1939, l'univers concentrationnaire va prendre une ampleur considérable.

Il permet aux nazis d'interner communistes, sociaux-démocrates, syndicalistes, hommes de gauche, intellectuels, tous leurs adversaires politiques - réels ou potentiels - mais aussi ceux qu'ils considèrent comme des indésirables, notamment les Témoins de Jéhovah dès 1934, les homosexuels et les tziganes. Les résistants des divers pays occupés vont les rejoindre. Un sort particulier est réservé aux juifs : après les expulsions puis la ghettoïsation s'abattent les déportations massives. La phase ultime est celle de "la solution finale" : c'est l'extermination complète, c'est le génocide. Les juifs sont conduits dans des camps spéciaux où ils sont systématiquement massacrés, notamment à Auschwitz.

Parmi les camps de concentration nazis, l'un des plus sinistres est celui de Neuengamme où E. G. Desprat arrive à la fin de juillet 1944.

Situé sur la rive droite de l'Elbe, au Sud-Est de Hambourg, d'abord kommando extérieur de Sachsenhausen, il est érigé en camp autonome le 4 juin 1939. Le site est plat et gorgé d'eau. Une maigre végétation d'ajoncs, de plantes aquatiques et d'arbres rabougris émerge d'un terrain marécageux. Une bise glacée venant de la grande plaine de l'Europe du Nord et de la Baltique déverse interminablement une pluie froide qui alterne avec des brumes humides venues, elles, de la Mer du Nord. Le climat est malsain, pénible. Le paysage est lugubre.

C'est là, au camp central et dans les commandos extérieurs que E. G. Desprat va connaître le terrible calvaire des déportés. Il apporte aujourd'hui un témoignage poignant, un témoignage exceptionnel sur ce qu'a véritablement été l'univers concentrationnaire.

A l'aide d'un style très vivant, simple et clair, il décrit ses épreuves et celles de ses compagnons : la faim, le froid, les intempéries, les maladies (surtout le typhus), toute la gamme des sévices imaginés par les bourreaux, les exécutions par balles et par pendaison, les mécanismes visant à provoquer la déchéance morale. Mais aussi le réconfort trouvé auprès d'amis des temps heureux, des traits inattendus de solidarité et ces véritables miracles qui lui ont permis d'échapper d'extrême justesse à la mort.

Ce témoignage, très fort, éclaire d'une façon fulgurante, irrécusable, l'horreur de la déportation.

Un demi-siècle après la libération des camps, la mémoire collective reste hantée par ce drame unique dans l'histoire moderne.

Il faut dire que cela a été, cela dépasse la raison, dire que cela peut se reproduire.

En cela, des témoignages comme celui d'E. G. Desprat sont indispensables.

En novembre 1946, Albert Camus écrivait dans le journal COMBAT : «Quelque chose en nous a été détruit par le spectacle des années que nous venons de passer. Et ce quelque chose est cette éternelle confiance de l'homme qui lui a toujours fait croire qu'on pouvait tirer d'une autre homme des réactions humaines en lui parlant le langage de l'humanité. Nous avons vu mentir, avilir, tuer, déporter, torturer, et à chaque fois il n'était pas possible de persuader ceux qui le faisaient de ne pas le faire parce qu'ils étaient sûrs d'eux et parce qu'on ne persuade pas une abstraction, c'est à dire le représentant d'une idéologie».

Cinquante ans après, cette observation garde toute sa force : des théories pernicieuses comme le racisme peuvent conduire aux plus terrifiantes conséquences.

Les évènements dantesques dus aux nazis mettent aussi en évidence l'impérieuse nécessité d'une intense réflexion sur la nature humaine.

Marcel RUBY

*Commandeur de la Légion d'Honneur
Ecrivain - Président de la Commission
d'Histoire de la Résistance à Lyon.*

AUX LAUREATS DE RESISTANCE ET DEPORTATION

Chaque année est organisé, dans les lycées et collèges qui le souhaitent, un concours sur le thème "Résistance et Déportation".

Les principaux lauréats sont récompensés notamment par des voyages, offerts par les membres des associations d'anciens déportés, lors d'un pèlerinage annuel sur les lieux de leur détention.

A Neuengamme comme ailleurs.

Chaque fois, ces jeunes gens sont surpris et émus de voir avec quelle chaleur, quelle fraternité se retrouvent ces rescapés qui s'embrassent, s'étreignent, se tutoient tous quelle que soit leur situation, hommes, femmes, préfets, ouvriers, ministres, paysans, généraux, commerçants, tâcherons, croyants ou incroyants.

Puisse ce petit livre les aider à mieux comprendre comment ont pu se tisser de tels liens entre ces survivants d'un enfer.

SI TARD...

Lorsque j'ai parlé à mes amis de ce projet d'évocation de mon séjour en camp de concentration, ils m'ont tous répondu : Pourquoi as-tu attendu si tard ?...

Plus d'un demi-siècle après, il est bien tard en effet. Ces mêmes amis m'avaient demandé, dans les mois, les premières années qui suivirent mon retour, d'évoquer ce que nous avons vécu : «Toi qui es journaliste, tu devrais écrire un livre...»

A ce moment là, je ne pouvais pas l'envisager. Qui aurait cru une ligne de ce que j'avais à dire ? Nous avons subi une aventure, un calvaire incroyables, indicibles. Quels mots pour exprimer la haine de nos tortionnaires, leur volonté délibérée de détruire nos corps, nos cœurs, nos âmes ?

La France, à la période de la Libération, était toute tournée vers le retour des prisonniers, après cinq ans de captivité. En même temps étaient revenus les hommes du S.T.O. qui se qualifiaient alors de "déportés".

Ils étaient des centaines de milliers déferlant massivement. Nous n'étions que quelques milliers de survivants, arrivant les uns après les autres. Nos retours étaient échelonnés suivant notre état de santé. Ceux des camps les moins abominables avaient été acheminés en train, peu après la délivrance. Les autres, pour la plupart incapables de se tenir debout, étaient soignés sur place par des médecins de l'armée de libération ou des prisonniers qui, malgré le typhus, retardaient encore leur rapatriement pour les secourir.

Nous sommes revenus au fur et à mesure de notre rétablissement. Certes, la presse a parlé de nous, mais nous nous sentions perdus. Nous revenions de l'enfer.

Longtemps après, des amis non déportés me demandèrent timidement si j'accepterais de voir avec eux le film "Nuit et Brouillard" programmé à la télévision. Après la projection, tous, inquiets, me questionnèrent :

«Ca ne t'a pas fait trop mal de revoir ça ?»

Je ne pus que répondre : «Non... c'est bien au dessous de la vérité.» Je vis des larmes dans leurs yeux.

Il y avait aussi, pendant des dizaines d'années, l'Allemagne qui niait. Les allemands qui affirmaient n'avoir rien su, rien vu. Le Land de Hambourg qui, pour effacer les traces de notre lieu de supplice, installait sur son emplacement des prisons pour détenus de droit commun : des bandits de grand chemin, des assassins, des voleurs...

C'est en 1985, quarante ans après la libération, que j'entendis le premier véritable aveu. Nous avons, pour marquer cet anniversaire, organisé un pèlerinage à Neuengamme et dans les kommandos. Le mien, celui de la «Kriegsmarine» ou "Osterort" inaugurait une immense plaque de bronze en haut relief, rappelant notre martyre. Elle était apposée sur un mur, à côté de la porte d'entrée des vestiaires de l'usine aménagée sur ce qui avait été notre camp.

Le soir, nous étions reçus par les autorités des villes de Hambourg et de Brême. Le général Brunet prit la parole : «Nous entendons constamment dire qu'aucun allemand ne connaissait l'existence des camps de concentration et le sort qui nous était réservé. Or, lorsque nous sommes arrivés à Brême, par le train, venant de Neuengamme, revêtus du costume de bagnards, nous avons dû gagner à pied notre camp, à travers la ville. Nous avons parcouru ainsi plusieurs kilomètres, encadrés par des S. S. et des soldats de la Wehrmacht. Tout au long de la route - il était huit heures du matin - nous croisions des enfants de huit à douze

ans qui se rendaient à l'école accompagnés de leurs mères. Ces enfants nous insultaient, nous lançaient des pierres, encouragés par les mamans. Ces enfants devraient avoir, aujourd'hui, une cinquantaine d'années. Sont-ils tous morts ? Ont-ils tous perdu la mémoire ?»

L'orateur qui devait répondre mit dans sa poche les feuillets du discours préparé et, visiblement ému, s'adressa à nous :

«Eh bien oui... nous ne savions peut-être pas tout ce que vous subissiez, pourtant nous ne pouvions pas ignorer combien vous étiez maltraités, mal nourris, contraints à des travaux épuisants. Nous savions aussi que vous n'étiez pas des malfaiteurs, mais des combattants de la Liberté. Nous n'osions rien dire parce que nous avons peur. La délation était monnaie courante et chacun craignait pour lui...

Après la libération, nous ne pouvions rien dire parce que nous avons honte. Aujourd'hui, l'instant est venu de vous demander pardon...»

Puis il y eut les films. Pas seulement «l'holocauste» sur la déportation des juifs mais, surtout, ceux tournés par les anglais lors de la libération des camps et enfin projetés des dizaines d'années plus tard, des documents réels, rapportant toute l'horreur découverte par les armées alliées, les cadavres squelettiques, les survivants aux yeux exorbités, aux membres réduits à un peu de peau sur les os, aux côtes visibles. Des documents qui attestaient que des gaillards de 75 ou 80 kilos avaient pu, par le travail forcé, par la sous-alimentation, être réduits à 30 ou 35 kilos... C'est à ce moment là que les déportés commencèrent à parler plus librement de ce qu'ils avaient subi ; de l'incroyable, parce que ces images témoignaient, indiscutablement.

Vint le cinquantième anniversaire de la libération. Là, les choses changèrent totalement, en Allemagne. Notre

pèlerinage national à Neuengamme réunissait cinq cents personnes : une centaine de rescapés, des lycéens et @collégiens, lauréats du concours "Résistance et Déportation" et des familles. Des milliers d'autres déportés ou familles, venus de différents pays se retrouvaient avec nous. Devant tous, de hautes personnalités allemandes prirent la parole : Mme Helde Simonis, ministre-président du Land Schleswig-Holstein ; M. Henning Voscherau, premier Bourgmestre de la ville libre et Hanséatique de Hambourg ; Mme Christina Weiss, ministre de la Culture de Hambourg.

Notre Président international Robert Pinçon ; notre Président national Jean Le Bris, qui se battent sans relâche pour le Souvenir, eurent l'immense satisfaction d'entendre M. Voscherau déclarer :

«Ce fut une erreur que de construire l'établissement pénitentiaire de Vierlande sur le site de l'ancien camp de concentration (...). Nous ne pouvons maintenir cette décision. C'est ce qu'exige le respect de tous ceux qui ont souffert et survécu, le respect de ceux qui furent assassinés. Nous voulons reconnaître cette erreur et la corriger enfin.»

Inaugurant l'exposition dans les bâtiments de l'ancienne usine Walther, dans l'enceinte du camp, Madame le ministre de la Culture reconnut : «Nous savons tous qu'après la seconde guerre mondiale la ville de Hambourg a eu de grandes difficultés à s'avouer l'horreur de ce qui s'était passé au camp de Neuengamme (...) L'exposition que nous ouvrons aujourd'hui a pour seule ambition de transmettre des paroles et des images authentiques à tous ceux qui se demandent ce qui s'est passé jadis dans les camps de l'horreur et de la mort (...). Puisse ce lieu devenir un lieu du Souvenir, de la méditation, du dialogue et des échanges.»

Le président Jean Le Bris pouvait à son tour reprendre : «Voici seulement quelques années, alors que de nouveaux

projets pénitentiaires étaient élaborés, l'Amicale Internationale de Neuengamme ulcérée, estimant la mesure comble, réagissait vigoureusement et trouvait enfin, il faut le dire, un écho auprès des élus actuellement en charge des destinées du Land et de la ville libre et Hanséatique de Hambourg. Les contacts s'améliorant, la compréhension s'instaurait pour aboutir à un accord sur la restructuration du site de Neuengamme en un grand musée du Nord de l'Europe (...) Nous avons pu, aujourd'hui, constater la réalisation de la première tranche de travaux possibles en l'état (...). Nous ne demandons pas aux responsables actuels de culpabiliser sur les errements passés mais, tout au contraire, d'assumer avec efficacité le temps présent et son devenir, car nos jours sont comptés et nous n'avons plus le temps de patienter. Notre devoir d'exigence pourrait paraître discourtois s'il n'était motivé par le destin de l'homme et le serment solennel, adressé à nos camarades disparus ici, que nous n'oublierons jamais.»

Après avoir évoqué "les crimes « commis par les Allemands en Allemagne et en Europe entre 1933 et 1945, M. Klaus Wedemeir, maire et président du Sénat de la ville libre et Hanséatique de Brême affirma : «De nous avoir donné, à nous les Allemands, la responsabilité de retourner dans la communauté des valeurs occidentales après tous les crimes du temps nazi restera le mérite historique de vos peuples (...) La paix en Europe dépend de la démocratie et de la liberté, de la stabilité économique, de la justice sociale, du respect devant les droits de l'homme et de la dignité humaine. C'est le but pour lequel nous devons lutter. Le souvenir nous donnera la force et le courage nécessaires.»

J'eus la profonde joie de pouvoir lui répondre : «Oui, nous avons beaucoup souffert, en France et dans les autres nations, des tortures de la Gestapo ; puis en Allemagne dans

les camps de concentration dont vous avez parlé de manière si juste et si émouvante qu'il est inutile d'ajouter quelque chose. La plupart des concentrationnaires sont morts dans les camps. La plupart des survivants sont aujourd'hui décédés. Mais nous, les derniers rescapés, nous vous remercions de vos paroles. Vous avez dit : Nous sommes appelés à créer un monde où il n'y aura plus de génocide, plus de guerre, plus de travail forcé, plus de nationalisme. C'est pour cela que nous avons lutté. Nos camarades ne seront pas morts pour rien. Notre combat n'aura pas été vain.»

Nous sommes, maintenant, officiellement reconnus et pour notre campagne en faveur de la liberté et pour le prix cruel que nous avons payé. C'est ce qui m'a incité à entreprendre ce témoignage personnel.

L'ARRESTATION

Le 4 juillet 1944, vers la fin de l'après-midi, je crus ma dernière heure venue. Arrêté par des agents de la Gestapo, j'avais été conduit au siège, dans les sinistres locaux du Sud-Ouest de la place Bellecour à Lyon. Deux mois auparavant, le P. C. de la funeste organisation, installé dans l'école militaire avenue Berthelot, où se trouve aujourd'hui le musée de la Résistance et de la Déportation, avait été détruit par un bombardement intense de l'aviation américaine. Mes "accompagnateurs" me firent monter dans une grande pièce au cinquième étage, où je subis une fouille minutieuse. Ils firent grand cas de deux choses : de cahiers de papier à cigarettes et d'un carnet d'adresses. L'un d'eux, visiblement satisfait, commenta :

- «Ah ! Ah ! On va examiner ça de près.»

Ils pouvaient bien examiner ! Ils croyaient sans doute que les feuilles de papier à cigarettes contenaient des messages. Je les avais découvertes au cours d'une mission en Haute-Savoie. Dans un petit village, une vieille dame charmante tenait une boutique à la fois bureau de tabac, épicerie, mercerie. Tout était mêlé. Dans ce capharnaüm, j'aperçus d'abord deux paires de bretelles. De "vraies" bretelles, solides, élastiques, comme on n'en trouvait plus. La commerçante, qui était une de nos "boîtes aux lettres", me conseilla : «Cherchez...remuez...vous trouverez peut-être autre chose !» Je mis au jour... trois carnets de papier à cigarettes "Riz La Croix". Cela aussi avait disparu. Je pensais à mon père qui roulait sa maigre ration de tabac dans du papier journal. Je mis cette précieuse découverte dans ma poche. Je ne devais pas, hélas, pouvoir l'offrir à celui à qui je la destinais. Quant au carnet, il contenait bon nombre d'adresses. La plupart, toutes celles qui n'avaient pas trait à la Résistance, étaient exactes ainsi que les numéros de téléphone. Celles qui concernaient mon activité

clandestine étaient transformées. Je dis bien “transformées” et non pas “chiffrées”. Il s’agissait d’un “code” bien particulier. Tous les prénoms étaient au féminin, les adresses interchangeables. C’est ainsi que Jean Dupont, 4 cours Gambetta, devenait Jeannette Dupont, 16 Boulevard de la Croix Rousse, cependant que Jules Bonet, 6 boulevard de la Croix Rousse, se transformait en Juliette Bonnet, 24 cours Gambetta. Les numéros de téléphone étaient modifiés, jamais de la même façon. J’étais doté d’une très bonne mémoire qui me permettait de m’y retrouver sans problème. Mais allez donc décrypter quelque chose qui ne l’est pas !

Suivant une tactique pratiquée partout, on me laissa seul, debout, pendant un long moment. Je ne sais pas exactement combien de temps car, avec le reste, on m’avait confisqué ma montre. Mon portefeuille, examiné minutieusement, restait sur une table.

Deux jeunes voyous entrèrent, l’aperçurent, l’ouvrirent, prirent l’argent qu’il contenait et s’en allèrent.

Puis un homme apparut, me demanda de lui remettre mes lunettes. il les examina, constata :

- Pas grand-chose aux yeux ?

- Je suis myope.

Il vérifia les verres à nouveau

- Oui... un peu.

Il me rendit mes lunettes et sortit.

Klaus BARBIE

Peut-être une heure plus tard - les minutes étaient longues ! - arriva celui que je sus, par la suite, être Klaus Barbie. il avait à la main mon carnet d'adresses. Il me le montra en l'agitant :

- «Grand séducteur,» dit-il...

Comme je ne répondais pas il ajouta :

- «Des adresses de jolies femmes...»

Après un instant de silence... «des adresses... fausses ! Nous en avons vérifié deux... Alors... qu'est-ce que vous dites ?...»

- «Ce sont des femmes que j'ai rencontrées. Elles m'ont donné de fausses adresses pour que je ne les importune plus. D'ailleurs, la plupart sont rayées...»

- «Oui, rayées. Mais bien lisibles... Et où est Madame Desprat ?»

- «Elle m'a quitté.»

- «Comment ça ?»

- «Un jour, elle m'a surpris dans notre chambre avec une autre femme. Je n'ai plus de ses nouvelles.»

- «Nous verrons... nous verrons.»

Je sentis mon sang se glacer. J'avais donné l'adresse de mon épouse à celle qui m'avait trahi. Qu'avait-elle fait ? Elle ne l'a pas communiquée sans doute car ni mon épouse, ni mon père chez qui elle se trouvait, ne furent inquiétés. Mieux même. Alarmée de mon absence, lorsqu'elle vint à Lyon quelques jours plus tard, ma femme se rendit chez celle qu'elle savait être un de mes indicateurs. Elle fut reçue assez fraîchement pour s'entendre dire que son interlocutrice ne savait rien à mon sujet. Cependant, lorsqu'elle partit, la porte fût claquée dans son dos avec violence. Elle comprit alors que j'avais été dénoncé. Pourquoi pas elle, qui me servait souvent d'agent de liaison ?

Cela fait partie des choses que je ne m'explique pas.

Peut-être ma dénonciatrice craignait-elle que mon épouse parle de son “double jeu...”

A l’instant où Barbie me dit “nous verrons” entrèrent deux hommes avec à la main les cahiers - vides - de papier à cigarettes. Leur chef hocha la tête interrogativement.

- «Rien pour le moment» fut la réponse des arrivants.

Barbie se retourna vers moi :

- «Pourquoi aviez-vous ces papiers à cigarettes ?»

- «Parce que je fume et que je roule mes cigarettes pour économiser le tabac.»

- «Ah oui ? Et pourquoi trois cahiers ?»

- «Je venais de les acheter au marché noir. On n’en trouve plus dans les bureaux de tabac.»

- «Bien... bien...»

Il s’en alla. Commença une nouvelle et interminable attente. Il revint, souriant, détendu, fit apporter deux chaises, m’invita à prendre place sur l’une, s’assit en face de moi et commença sur un ton patelin :

- «Je vais avoir le plaisir d’une petite conversation avec vous. Nous avons recueilli des renseignements à votre sujet. Très, très intéressants... Vous êtes intelligent, nous allons sûrement nous entendre? Ce serait tellement dommage pour vous, dans le cas contraire...»

Un silence.

- «On m’a dit que vous êtes un terroriste. De la part d’un homme comme vous, cela me surprend. Le mot ne vous convient pas. Disons que vous avez été induit en erreur par de mauvais français.»

Il continua sur ce thème pendant un moment, laissant des phrases en suspens, attendant une intervention de ma part. Puis il me tendit un piège, incroyable de la part d’un homme qui était loin d’être un imbécile.

- «Vous ne répondez pas. Cependant, je suis bien

informé ! Très bien informé. Vous êtes officier de réserve. Fait prisonnier, vous vous êtes évadé quelques semaines plus tard... et avec vos hommes. C'est bien cela ?... Vous vous figurez que la France n'a pas perdu la guerre, peut-être même qu'elle va la gagner ? Vous voyez bien que cela n'est pas possible. Les américains et les anglais vont être rejetés à la mer. Leur débarquement a été une erreur. Il a causé la destruction de la jeunesse de leur pays... Non, il n'existe qu'une solution : comprendre que la grande Allemagne est née, pour le bonheur des peuples. Il faut aider Hitler. Il a besoin de gens comme vous pour réaliser ses vastes projets. Mille ans de paix... quel programme ! Réfléchissez. Vous êtes assez grand, blond aux yeux bleus... Votre physique le prouve... tout indique que vous appartenez à la race élue...(sic) Je sais, poursuivit-il, que vous avez des amis qui, comme vous, se sont laisser entraîner, qu'on a abusés. Nous souhaitons faire connaître aux gens de qualité quel est leur intérêt, l'intérêt de tous. Le mieux serait que vous les réunissiez. A nous deux, nous leur expliquerions leur erreur et à quoi elle pourrait entraîner la France toute entière... Cette France que vous aimez tant !»

Il poursuivit son argumentation très longuement.

J'essayais de lui répondre qu'il se trompait, que je n'avais rien entrepris de mal contre la France.

Barbie : «On dit ça !... Les femmes sont bavardes savez-vous ? On ne s'en méfie jamais assez.»

J'avais été vendu par une demi-mondaine fort jolie, ex-maîtresse d'un colonel de la "Luftwafe". Grâce à sa liaison, elle m'avait procuré des renseignements intéressants. Après la mort de son amant tué en combat aérien en juin 1944, elle s'était acoquinée avec un officier de la Gestapo, celui même qui était chargé de la surveillance du colonel et qui lui procurait tout ce qui manquait à tout le monde : ravitaillement, étoffes... sans compter les bijoux.

Apprenant par lui que des sommes parfois très importantes étaient allouées pour la capture de résistants, elle m'avait dénoncé sans toutefois donner trop de précisions, sans dire qu'elle m'avait fourni de précieuses indications, craignant sans doute pour elle-même.

Après son long monologue, Barbie se leva, me regarda, poussa un grand soupir.

- «Réfléchissez encore un peu... c'est grave... c'est très grave !»

Il s'en alla. A son retour, un bon moment plus tard, une question :

- «Avez-vous réfléchi ?»

- «Je n'ai pas à réfléchir. Je vous l'ai dit, je n'ai rien à voir avec le terrorisme, vous commettez une erreur...»

- «Bon... bon... c'est dommage que vous ne vouliez pas comprendre. Je vais être obligé de vous remettre entre les mains de la police française. Elle a des arguments très regrettables pour contraindre les gens à parler.»

Il fit deux pas vers la porte, s'arrêta, jeta un regard dans ma direction, attendit deux ou trois secondes et quitta la pièce.

Je n'ai pas demandé à témoigner au procès de Klaus Barbie. Je m'étais ouvert de mon problème à un homme que j'ai toujours tenu dans la plus haute estime et qui, tout au long de sa carrière, même lorsqu'il est devenu Procureur Général à la Cour de Cassation, puis son premier Président, m'a témoigné beaucoup d'amitié. Il s'agit de Monsieur Pierre Truche qui prononça, au procès du tortionnaire nazi (Monsieur Truche était alors Procureur Général à Lyon) un réquisitoire de haute tenue, sans un seul effet facile, sans acharnement, mais sans oublier un seul détail nécessaire, un réquisitoire d'une profonde humanité à l'égard des victimes de Barbie, implacable pour le bourreau

et qui devait laisser sans argument le redoutable défenseur de l'accusé.

Je vins lui expliquer que je ne pourrais, sincèrement, que rapporter les paroles du chef nazi et que ses avocats s'en serviraient pour évoquer la "bonne foi" et la "clémence" de cet impitoyable tortionnaire alors que d'autres résistants, des femmes surtout, avaient subi de sa part même les pires traitements.

Monsieur Truche le regretta mais comprit ma position.

GUEULE TORDUE

La "police française" promise était en réalité la cohorte des sbires du P. P. F., le Parti Populaire Français, ramassis de repris de justice dirigé par l'horrible Francis André dit "gueule tordue" à cause d'une balafre partant de la commissure des lèvres jusqu'au dessus de la pommette, lui tordant la bouche et lui déformant effroyablement le visage.

Je ne tardais guère à connaître les "arguments" de cette curieuse "police". Tout commença par des coups sur le crâne. Des coups portés avec une longue barre de bois levée à trente ou quarante centimètres au dessus de ma tête et qu'on laissait retomber... sur l'arête vive, bien entendu.

Les premiers coups n'étaient pas très douloureux. On m'avait prévenu :

- «Ce sera quatre cents coups. Quand tu voudras que ça cesse, tu nous le diras et tu nous parleras de tes petits copains.»

Machinalement, je comptais mentalement les coups, en même temps qu'ils étaient annoncés. J'étais comme en état second.

Celui qui maniait l'instrument poursuivait :

- «Encore trois cent quatre vingt dix neuf... Encore trois cent quatre vingt dix huit...»

Au bout d'un moment, j'avais le crâne en feu. La répétition des chocs avait fait éclater la peau. Le sang commençait à couler. Je pus tout de même tenir le coup jusqu'au bout, mais je ressentais à la fin comme une crispation de mon visage. C'était le sang qui s'était répandu et coagulé sur mes joues. On me fit dévêtir. Je servis de "punching ball" à trois ou quatre individus déchaînés qui m'avaient préalablement lié les mains derrière le dos avec ma cravate.

Puis vint l'épreuve de la baignoire. Je fus basculé dans l'eau glacée. Je savais qu'il ne fallait surtout pas essayer de résister par risque de faire pénétrer l'eau dans les poumons, mais boire jusqu'à la noyade. Ce que je fis, sans raisonner. Au bout d'un moment, je perdis connaissance.

L'eau brûlante qu'on me versa sur le cou me fit revenir à moi.

Coups de nouveau... et la question qui allait m'être posée continuellement :

- «Alors... tu parles ?»

De nouveau, plongeon dans la baignoire glacée avec un perfectionnement. On me tenait les pieds hors de l'eau pour me frapper sur la plante. Je recommençais à boire jusqu'à l'évanouissement.

Nouveau réveil brûlant.

- «Tu parles ?...»

Replongeon. Cette fois pour tenter d'amener la suffocation, des coups sur les genoux repliés sur le bord de la baignoire... le noir... puis la brûlure sur le cou...

- «Tu parles ?»

Encore une amélioration après un nouveau plongeon : des cigarettes allumées appuyées sur les jambes. Souffrance très pénible parce que les bourreaux prenaient le soin de tourner le bout incandescent afin qu'il reste dans les chairs.

Evanouissement suivi du même réveil puis sarabande des "boxeurs" qui me frappaient à tour de rôle à poings nus. De temps en temps, je mimais le K. O., à leur grande satisfaction. Cette fois, c'est avec de l'eau fraîche qu'ils me "ranimaient". Et, curieusement, je pensais que j'aurais peut-être pu réussir une carrière de boxeur car, même à poings nus, leurs coups ne me faisaient pas réellement mal et je restais absolument conscient.

Vers la fin de cette séance, un des pugilistes déclara :

- «J'ai un rendez-vous à 18 heures...» et sortit.

Quelques minutes plus tard entra dans la pièce un homme jeune, grand, élégant dans un costume bleu-roi en

très beau tissu et de la meilleure coupe. C'était Saunier, un garçon boucher engagé dans le P. P. F.. Derrière lui apparut l'effroyable visage de "gueule tordue" qui demanda :

- «Qu'est-ce qu'il dit ?»

- «Toujours rien...»

- «Alors finissez en.»

Je dus m'agenouiller dans la baignoire. Saunier tira de sa poche intérieure un beretta, l'arma.

Il fit changer ma position en expliquant :

- «S'il reste comme ça, je vais être tout éclaboussé par le sang et la cervelle...»

Il appuya le canon de son pistolet contre ma tempe...

- «Je compte jusqu'à trois? Si, à trois, tu n'as pas parlé, je tire... Un... deux...»

UN VOISIN PRECIEUX

On dit que les rêves se déroulent à une vitesse vertigineuse. On peut "vivre" en rêve plusieurs années en une fraction de seconde. Je le crois depuis cet instant.

A "deux", je me souvins de la voix de mon ami Robert Debard qui, un mois auparavant, m'avait suggéré à propos de ma future dénonciatrice : «Tu devrais bien aller te mettre au vert... Cette fille est capable de tout... peut-être même de te dénoncer.»

Mais une autre source de renseignement, infiniment précieuse, m'interdisait de disparaître.

J'avais pour logis un petit "meublé" sous les combles, au numéro 131 de la Grande rue de la Guillotière, à Lyon. Ma femme, par mesure de précaution, était à la campagne avec mon père à Illiat, un joli village de l'Ain où je demeure à présent. Elle venait me voir une fois par semaine et m'apportait des aliments introuvables en ville : haricots secs, pommes de terre, quelques œufs, de la viande de porc, qui me permettaient de ne pas avoir faim.

Un soir de printemps de 1944, le fourneau sur lequel je cuisinai mon repas fumait terriblement. Je dus laisser ouvertes la fenêtre et la porte qui se faisaient face pour pouvoir respirer.

Or, le meublé proche du mien était occupé par un policier des G. M. R. (Groupes Mobiles de Réserve) avec qui je n'avais échangé d'autres mots que bonjour et bonsoir. Il arriva pendant que je tentais en vain de dompter la fumée.

- «C'est votre fourneau qui tire mal, me dit-il, laissez moi faire... je vais arranger ça...»

En effet, au bout de quelques minutes, l'atmosphère devint supportable. Je proposais à mon voisin de partager mon repas : des haricots blancs avec du lard et des fromages

de chèvre. Un festin pour l'époque. Il accepta sans hésiter. Je lui fis remarquer :

- «Vous n'avez pas l'air gai ?»

- «Non, je ne suis pas gai. Demain matin ma compagnie va attaquer un maquis. Ça ne me dit rien de me battre contre des français...»

- «En effet, c'est dangereux.»

- «Ce n'est pas tellement le danger ! Mais ce sont des français, au maquis. Ça ne me dit rien de me battre contre des français.»

De fil en aiguille, mon G.M.R. m'indiqua quel maquis allait être attaqué, à la limite de l'Isère et de la Savoie, l'heure de départ, l'effectif prévu... Je lui demandais la permission de m'absenter durant un court instant et, d'un café voisin, je fis savoir par téléphone à Robert Debard que j'avais besoin d'une visite.

Un quart d'heure plus tard arriva une ravissante jeune fille que je connaissais bien, dont le nom véritable était Marguerite Sax mais qui, israélite, se cachait sous le pseudonyme de Danièle Stolz. Danièle était une sténographe et dactylographe très rapide. Plurilingue, elle prenait en sténographie les communiqués anglais, allemands, russes, italiens diffusés par les radios officielles ou clandestines et les transcrivait aussitôt en français. Elle servait aussi comme agent de liaison.

Devant cette charmante apparition, le G.M.R. crut à une bonne fortune et proposa de se retirer. Je le détrompais : «C'est la fille d'un ami. Je parie qu'elle vient chercher du sucre...»

Danièle acquiesça. Je mis quelques morceaux de sucre dans du papier et, en l'accompagnant dans l'escalier, lui donnais les détails de l'opération fournis par mon voisin

Le lendemain soir, au moment où j'allais dîner, des coups à la porte. C'était le G.M.R. de retour. Il releva son képi :

- «C'est pas croyable... ils nous attendaient.»

- «Non ?»

- «Si... si... on a battu en retraite rapidement. On ne pouvait pas se déployer.

Cela devait continuer. Presque chaque semaine, il frappait, m'annonçait une nouvelle attaque de maquis, chaque fois en m'assurant que c'était bien contre son gré, qu'après tout ces hommes étaient sans doute de bons français, qu'ils avaient peut-être raison.

Chaque fois, je l'invitais à dîner. Chaque fois, je m'absentais pendant quelques minutes, chaque fois arrivait ensuite la jolie Danièle venant chercher du sucre, un œuf, une bouteille de vin...

Je finissais par croire - on l'aurait cru à moins - qu'il agissait sciemment en me donnant ces précieux "tuyaux". Je n'osais cependant pas le lui dire ouvertement.

Un lundi soir, il ne revint pas, ni le lendemain. Je redoutais d'apprendre qu'il avait été tué.

Il fit sa réapparition le jeudi et me raconta son odyssee :

- «Nous avons été encerclés au moment où nous descendions des cars. Les maquisards ont tiré en l'air en criant : Les français qui veulent rester avec nous peuvent venir avec leurs armes, bras levés. Les autres... demi-tour... nous allons tirer dans les cars.

Ma foi, je suis resté avec eux. Je vous l'ai dit souvent, je pense que ce sont de bons français. Ils se battent pour la patrie... seulement, nous étions nombreux au maquis. Il n'y avait presque rien à manger. J'avais faim... Alors, je suis revenu. Mais, savez-vous qu'à la caserne, ils veulent me faire payer mon fusil !...»

Je devais mesurer l'ingénuité de ce brave homme à mon

retour de camp de concentration. Je fus d'abord soigné à Illiat. Je revins à Lyon lorsque je pus commencer à marcher en m'appuyant sur deux cannes. J'appris que l'ex-G.M.R. était devenu C.R.S.. mais la gardienne me confia que, depuis l'annonce de mon retour, il n'avait pas réintégré son meublé ! A plusieurs reprises je l'aperçus de loin, dans le quartier. Chaque fois il faisait demi-tour. Visiblement, il me fuyait.

Un jour, cependant, nous nous trouvâmes nez à nez au coin de deux rues. Il parut décontenancé. Je lui dis bonjour et lui tendis la main. Il balbutia :

- «Vous ne m'en voulez pas ?»

- «De quoi ?»

- «Mais d'avoir été un salaud... je me suis battu contre le maquis... contre la résistance. Ah... si j'avais su que vous en étiez, j'aurais pu vous aider, vous renseigner...»

J'essayais de lui faire entendre que, contrairement à ce qu'il croyait, il avait aidé la résistance. Il ne comprenait pas et continuait à répéter :

- «J'étais un salaud... et vous ne m'en voulez pas !...»

Il regagna son logis, puis se maria, et trouva un véritable appartement je ne sais où.

Quelques mois plus tard, je fis une petite causerie sur les moyens de renseignements de la résistance, à portée de tous. J'insistais sur le fait qu'il ne fallait rien négliger, s'intéresser aux personnes qui paraissaient insignifiantes. Je citais le cas de "mon" G.M.R. en disant qu'il était un peu "demeuré" mais que, grâce à lui, j'avais eu des tuyaux précis et pu agir efficacement.

Le propos fut rapporté dans un journal interne de la police où l'expression "un peu demeuré" était citée.

L'année suivante, j'étais invité au bal de la Préfecture,

la manifestation la plus brillante, la plus élégante de l'époque, hélas depuis longtemps abandonnée. Tous les hommes étaient en "queue de pie" ; les femmes en robes longues saisissaient l'occasion de montrer leurs bijoux.

Le grand escalier et son tapis rouge étaient bordés sur le côté droit d'une rangée de C.R.S. en grande tenue, en gants blancs. Avec ma femme, je montais en compagnie de quelques amis : Maître Seignol, président des Avoués à la Cour ; Maître Joannès Ambre, avocat qui devenait célèbre ; M. Kastner, alors Procureur de la République adjoint. Soudain, un des gardes esquissa un mouvement dans ma direction : je reconnus mon ex-voisin et lui dis :

- «A tout de suite !»

Après avoir accompagné mon épouse jusqu'au grand salon illuminé, je revins vers le garde qui, tout joyeux, dans un grand sourire me déclara :

- «Vous me reconnaissez ? Le demeuré... c'est moi !... le demeuré !... c'est moi !...»

Il avait lu le compte-rendu. A ma demande, il m'indiqua son poste de service. Je vins le trouver quelques jours plus tard pour lui proposer de témoigner par écrit des importants services qu'il avait rendus aux maquis. Il refusa :

- «Non... je ne peux pas accepter. Ce n'est pas vrai. Je sais que j'étais un salaud.Vous m'avez pardonné... je ne pensais même pas que ce serait possible. Je ne mérite pas autant de faveurs. Ce ne serait pas juste !»

Vous comprendrez que j'en sois resté sidéré. Je n'ai pas pu insister. Mais que je vous cite, à propos de ce brave homme, une brève anecdote.

Sous l'occupation, un jour, il arborait un costume gris sombre, apparemment neuf, en beau tissu, à cette époque où régnait la "fibrane". Je lui témoignais mon admiration. Il m'expliqua :

- «C'est un costume que mon père, qui vient de mourir, avait commandé avant la guerre. Il ne l'a presque jamais porté. Bien sûr, il est gris foncé. Ça fait un peu vieux, mais mon père, il était plus vieux que moi.»

Il réfléchit, sourit et se reprit :

- «Bien sûr... puisque c'était mon père !»

C'est à cause de cet ex-G.M.R. et de ses informations que j'avais renoncé à me "mettre à l'ombre."

... TROIS

Tout ce qu'il m'avait permis d'apprendre me revint en un éclair au moment où Saunier, pointant son revolver sur ma tempe, avait compté «... deux».

Je dis «trois». Oh, pas par bravade, non. Mais le moment était si intense que je prononçais malgré moi le chiffre que je croyais être fatidique.

Saunier me frappa à la mâchoire inférieure d'un violent coup de crosse qui fit éclater la peau et ajouta à l'adresse de ses équipiers :

- «Mettez-le en bouillie !»

Il s'en alla. Je ne revis plus ensuite Klaus Barbie.

Un des bourreaux remarqua :

- «Vous ne trouvez pas qu'il a de jolis pieds, et de "belles" ongles (sic).

Je fus projeté à terre ; un homme s'assit sur mes jambes pendant qu'un autre, à l'aide d'une pince, m'arrachait l'ongle du petit doigt du pied droit.

"Gueule tordue" qui s'était absenté pendant un instant revint et hurla :

- «Vous sabotez le travail ! Et vous allez lui abîmer les pieds. On n'arrache pas un ongle comme ça. Il faut d'abord le décoller soigneusement. Vous allez voir.»

Il tailla un bout de bois en biseau, le montra :

- «Avec ça, ça ira bien mieux !»

Toujours solidement maintenu à terre, les mains liées derrière le dos, je sentis glisser sous l'ongle de mon gros orteil droit le morceau de bois taillé dont "gueule tordue" usait comme d'un levier en l'enfonçant petit à petit. C'était très douloureux. Mon tortionnaire se saisit ensuite d'une tenaille et, lentement, tirant en secouant l'instrument d'un côté et de l'autre, acheva d'arracher l'ongle.

- «Voilà, dit-il. Continuez maintenant... à moins qu'il ait quelque chose à nous dire ?»

Devant mon silence :

- «Allez-y !»

J'eus cinq ongles traités de la sorte. Puis les coups recommencèrent. Je me promis, si je réussissais à me taire, si je ne dénonçais personne... et si je sortais vivant de cette épreuve, d'aller en pèlerinage à Lourdes...

J'étais, je suis, catholique. Tout petit, dès cinq ans, enfant de chœur je servais la messe. J'étais premier au catéchisme. Je suis toujours persuadé qu'existe un créateur invisible, Dieu. Mais cet être suprême me faisait un peu peur. Je préférais, dans mes prières, m'adresser à la Sainte Vierge que j'assimilais vaguement à ma mère, une femme si dévouée, si aimante, qui ne savait que faire pour rendre sa famille heureuse, pour être agréable à son entourage. Nous étions très pauvres, mais lorsqu'elle vendait quelques produits de la modeste ferme au marché de Chatillon sur Chalaronne, elle ne manquait jamais de me rapporter une tartelette ou une brioche. De vraies gourmandises. Et si mon père me grondait (rarement) elle prenait discrètement ma défense.

Adolescent, je négligeais, à son grand désespoir, quelque peu l'église. Je sortais le dimanche avec des camarades au lieu d'aller à la messe. C'est dans l'épreuve que, subitement, me revenait la foi.

Ma foi en la Sainte-Vierge, Notre Dame de Lourdes.

Je savais que, pour la sécurité de mes camarades, il fallait "tenir" au moins vingt quatre heures. L'alerte serait alors donnée.

J'ai heureusement pu tenir parole. Plus facilement que je ne l'aurais cru, je pus ne pas parler. Mes bourreaux s'acharnèrent tellement sur moi à partir de ce moment là qu'à la fin de la journée mon corps n'était qu'une plaie de la tête aux pieds. Lorsqu'on me projeta dans une cellule au fort Montluc, les huit détenus qui s'y trouvaient déjà ne purent retenir un "oh" de surprise. L'un d'eux, Michel

Perret, un cultivateur dauphinois, ne savait que répéter :

- «On ne ferait pas ça à une bête, on ne ferait pas ça à une bête...»

C'était une cellule pour une personne, avec un seul matelas et une toute petite ouverture, un vasistas minuscule coupé d'une barre de fer en guise de "fenêtre". Nous étions neuf mais mes compagnons d'infortune décidèrent de me laisser le "lit". Pour la nuit, ils s'accroupirent dans l'espace restant. Ils m'avaient auparavant aidé à me déshabiller. Mes vêtements, ma chemise surtout, collaient à mes plaies qui se rouvraient et se remettaient à saigner.

On parle de "grâces d'état". Il me faut le croire. L'un de ces camarades, Robert C. avait une boîte de crème à raser "razvite", un des mauvais savons à barbe faits avec Dieu sait quoi, que l'on pouvait se procurer en ces années de restrictions. Il entreprit d'étaler cette crème sur mes plaies pour me soulager. Effectivement, cela me soulagea. On aurait pu croire qu'un tel produit allait créer des foyers d'infection. Pas du tout.

Le lendemain soir, j'étais encore plus marqué. J'eus droit à une seconde application de crème. Puis le camarade compatissant me demanda :

- «Tu es dans la résistance ?»

Sur ma réponse négative, il enchaîna :

- «Tu connais des résistants ?»

J'affirmais que non.

- «Eh bien, poursuivit-il, tu n'as qu'à dénoncer quelqu'un... n'importe qui et Francis André te libérera !»

Il m'expliqua :

- «Je connais bien Francis André. Je suis chef d'équipe au P.P.F.. J'avais "piqué" une citerne d'essence aux Allemands. On a mis l'essence dans des containers et quelques uns de mes hommes allaient la vendre dans des garages. Au "noir" bien sûr. Aussitôt j'arrivais avec quelques gaillards. J'exhibais ma carte : P.P.F... perquisition... d'où vient cette essence ? Je la confisquais et on

recommençait ailleurs. Jusqu'au jour où je suis tombé sur un garagiste qui, lui aussi, était au P.P.F. sans que je le sache. Voilà pourquoi je suis ici. Mais je te garantis que si j'interviens auprès de Francis André il te libérera. Seulement il me faut un nom.»

Il comptait peut-être, surtout, sortir également de prison. Le piège ne marcha pas. C... se retrouva avec moi à Neuengamme. Il s'y conduisit correctement, d'ailleurs. A ma grande surprise. C'est ce que je vins dire à la Chambre civique, présidée par M. Gelin, devant laquelle il comparut. Il s'en tira avec l'indignité nationale à vie.

Il n'avait, en effet, dénoncé personne, jamais procédé à une arrestation. Il avait adhéré au P.P.F. simplement pour couvrir ses agissements malhonnêtes... auxquels il ne devait pas renoncer ! Mes fonctions de chroniqueur judiciaire au Progrès de Lyon devaient m'amener à le retrouver dix-sept fois en correctionnelle où il comparaisait régulièrement pour escroquerie.

Les jours de torture continuèrent avec des raffinements dont je n'ose toujours pas parler et des évanouissements de plus en plus fréquents.

J'étais ivre de douleur, à demi inconscient. Je n'entendais plus très bien les questions qu'on me posait. Je percevais comme un bourdonnement perpétuel.

J'avais l'impression de ne pas être au même étage que mes bourreaux, de planer au-dessus d'eux ; leurs sévices, les coups qu'ils me portaient me paraissaient destinés à quelqu'un d'autre. Je les ressentais cependant, sans vraiment comprendre que c'était bien moi qui était visé. J'étais devenu comme le spectateur de ma torture.

Lorsqu'on me reconduisait dans ma cellule, je n'avais même plus l'appréhension du lendemain.

J'attendais la fin, en demandant à la Sainte Vierge de m'aider...

Un matin, au lieu de me conduire Place Bellecour dans les locaux de la Gestapo, on m'amena à l'infirmerie du fort

Montluc où m'examina un infirmier ou médecin allemand qui resta sidéré. Il possédait fort bien la langue française :

- «Pourquoi vous a-t-on mis dans cet état ?»

- «Je ne sais pas. C'est une erreur. La Gestapo croit que je suis un résistant et m'accuse de terrorisme.»

- «Vous n'êtes pas résistant ?»

- «Non.»

- «Vous êtes juif ?»

- «Non. Je suis catholique.»

- «Et on vous a martyrisé comme cela pour rien ?»

- «Pour rien !»

Un P.P.F. entra. L'homme qui me soignait se tut. Il demanda encore un instant pour badigeonner mes plaies d'un liquide rouge. Il me fit absorber deux cachets d'aspirine, en glissa quelques autres dans ma poche et poussa un grand soupir lorsque le P.P.F. m'entraîna. Mais je ne fus pas dirigé vers la Place Bellecour. Mes tortionnaires avaient abandonné !

... AVEC BAGAGES...

Quelques Jours plus tard, le 22 juillet 1944, jour de la fête de mon épouse Madeleine, vers cinq heures du matin, des pas bruyants résonnèrent dans les couloirs de la prison. C'était l'instant où, habituellement, la Gestapo venait chercher les détenus destinés à la fusillade. Les S.S. ouvraient une porte de cellule, appelaient un nom en précisant :

- «Nix bagage...»

Sans bagage, c'était la mort.

Or, ce matin là, on entendit :

- «Mit bagage...»

Avec bagage, c'était, du moins le pensions-nous, le départ vers un camp de travail, vers le Service du Travail Obligatoire, le S.T.O. Nous ne nous doutions pas de ce qui nous attendait ! Je pensais avoir échappé au pire. Avec mes camarades, nous étions presque joyeux, bien que menottés et encadrés sévèrement. En montant dans le train, bousculés par les S.S., nous espérions nous évader. Il fallut déchanter : dans chaque compartiment où nous étions entassés à huit sur des banquettes pour six personnes, veillait un S.S. dont l'attitude ne laisser planer aucun doute sur son hostilité. Les fenêtres étaient cadennassées. Un gradé vociféra :

- «Si quelqu'un dans le wagon tente de s'évader, tout le wagon sera fusillé...»

Commença le long cheminement vers Compiègne avec force haltes. Nous étions fin juillet 1944. Les cheminots multipliaient les sabotages, les alertes aériennes se succédaient. Deux jours pour arriver à Dijon où le secours national distribua des gamelles de soupe. Quelques responsables passèrent en hurlant :

- «Dépêchons-nous... les biftons dans les galtouzes.»

Je possédais un minuscule crayon (nous en avions divisé un en quatre) et quelques bouts de papier : une enveloppe coupée en 6. Sur l'un d'eux j'écrivis : à faire parvenir,

même sans timbre, à ... en précisant l'adresse de ma femme. Au verso, je notais, pour qu'elle ne soit pas trop inquiète, «suis en bonne santé, pars pour l'Allemagne.» Je n'étais qu'une plaie, je pouvais à peine marcher, mais j'avais l'espoir chevillé au corps.

Je n'ai guère de souvenirs du camp de Compiègne où je trouvais quelques anciens camarades de pension, pas revus depuis plusieurs années, notamment des Oyonnaxiens. Je ne pus guère sortir de la baraque. Mes pieds mutilés me faisaient terriblement souffrir et je restais allongé autant que possible. Le séjour fut bref. De nouveau on nous conduisit dans une gare après nous avoir remis quelques provisions : du pain noir, deux boîtes de conserve... sans ouvre-boîte, un peu de saucisson sec très salé et rien à boire.

Cette fois, il ne s'agissait plus de train de voyageurs mais de wagons à bestiaux, ces fameux wagons : "hommes, 40 ; chevaux, 8 (en long)". Et ce n'est pas 40, c'est une centaine d'hommes qui étaient empilés dans chacun d'eux avec un grand bidon qui devait servir de W.C. pour tous. Pour l'aération, un seul petit vasistas en tête de cette "voiture", un vasistas barré d'un croisillon et de fils de fer barbelés. Au dehors, à l'avant et à l'arrière, sur de petites plateformes, des soldats en armes...

La hantise de l'évasion revenait. Avec un couteau de fortune : une lame aiguisée sur un caillou et liée sur un morceau de bois, confectionné à Compiègne, l'un de nous entreprit de creuser un trou. Aussitôt, des pleutres protestèrent :

- «Tu es fou... tu vas nous faire fusiller... arrête ou on te casse la gueule.»

Au soir, le train stoppa en rase campagne. Dans un autre wagon, un S.S. avait constaté qu'une planche commençait à bouger sous la pression de deux ou trois garçons courageux. On entendit les cris gutturaux des teutons. Quelques rafales de mitraillettes claquèrent. Un S.S. brailla :

- «A toute nouvelle tentative d'évasion, c'est tout le wagon qui sera fusillé.»

Le train repartit après que les cadavres aient été déposés sur le truck, à l'arrière.

D'autres ont écrit, bien avant moi, ce que fut ce transport de Compiègne à Neuengamme, par la chaleur torride de fin juillet, dans ces compartiments surchauffés où dominait l'odeur putride des excréments. Encore, jusqu'à Metz, quelques témoins téméraires bravant les coups de crosse de S.S. nous firent-ils passer un peu d'eau par l'unique lucarne.

C'est à Metz que je fis tomber par une fente, sur la voie, mon sixième et dernier billet à destination de mon père et de mon épouse. J'en avais en effet glissé cinq, plus le "bifton dans la galtouse". La vigilance des cheminots, à qui on ne rendra jamais assez hommage, fit qu'ils arrivèrent tous. Celui "posté" à Metz était accompagné d'une lettre : «Tenez bon, madame. Les boches sont fichus. Votre mari reviendra.»

Et ce mot était signé, malgré la censure et les risques qu'elle faisait courir à son auteur.

Après Metz, en Allemagne, dans les haltes, dans les gares, finis les timides signes d'encouragement, les "v" discrets à deux doigts, mains tournées vers le sol pour être moins visibles. Finis surtout les bidons d'eau. Au contraire, des insultes : "Terroristes, Communistes". Des pierres lancées en direction de la lucarne du Wagon. Nous commençons à nous poser des questions, à penser que nous n'étions pas destinés au S.T.O.

Nous n'imaginions pas encore quel calvaire nous attendait...

NEUENGAMME

A l'arrivée à Neuengamme, nos vêtements quittés, nos bijoux : bagues, montres enlevés, nous fûmes rasés des pieds à la tête par des "coiffeurs" aux instruments ébréchés puis dotés de costumes de bagnards en fibrane, portant un numéro, avant d'être rassemblés dans une cave obscure. Là, des S.S. et des Kapos - détenus de droit commun emprisonnés la plupart du temps pour assassinat, vols qualifiés ou pédérastie - nous frappèrent à coups de cannes, de bâtons, de "schlagues" diverses pendant un long moment. Heureusement, dès après avoir entendu les premiers coups, je pus m'accroupir dans un coin et ne fus plus touché.

Puis vint un silence. Sortie de la cave. Rassemblement sur la place d'appel. Juché sur une estrade improvisée, un officier S.S. hurla :

- «Vous êtes des terroristes, des communistes. Vous êtes ici pour mourir et nul n'en saura rien. Vous n'êtes plus rien. Vous n'êtes plus des hommes. Vous n'êtes même pas des animaux. Les chiens ont un nom : vous vous n'avez plus de nom. Vous n'êtes que des numéros. Lorsqu'on vous appellera, vous devrez vous présenter en annonçant votre numéro. Si vous dites votre nom, vous recevrez vingt-cinq coups de schlague. Tout à l'heure, on va vous donner la soupe. Vous devrez tendre votre gamelle en annonçant votre numéro en allemand. Si vous ne pouvez pas dire votre numéro en allemand, vous n'aurez pas de soupe.»

Ceux d'entre nous qui avaient quelques notions de langue teutonne entreprirent de traduire pour les autres leurs numéros. Cela n'allait pas toujours sans mal. Un de mes voisins de wagon ne parvenait pas à prononcer le sien correctement. Je le suivis pour le lui souffler syllabe par syllabe. Il y parvint en bredouillant... mais je reçus mon premier coup de schlague. C'est égal... mon camarade avait eu sa soupe !

Du camp central de Neuengamme, où nous subissions une "quarantaine" qui devait se limiter à deux semaines, je n'ai qu'un souvenir précis. On m'avait fait sortir seul sur la place d'appel. Je n'ai jamais su pourquoi. Un S.S. me fit courir et lança sur moi son chien, un berger allemand. C'était, paraît-il, un jeu. Généralement, le détenu fuyait et finissait par heurter les barbelés qui entouraient le camp. Or, mon père m'avait appris que, pour échapper à un chien méchant, il fallait se coucher et ne plus bouger. Le berger allemand se jeta sur moi, me projetant à terre et me mordant cruellement à la cuisse. Cependant, devant mon manque de réaction il s'arrêta, restant auprès de moi en grognant. Le S.S. le rappela, me fit relever à coups de botte et me renvoya au baraquement numéro 9 où nous disposions d'un "lit" pour deux. Il s'agissait de lits en bois, étroits, à trois "étages" superposés et normalement prévus pour une personne.

EN KOMMANDO

Après cette quinzaine au camp central, occupée principalement par des travaux de terrassement, un millier d'entre nous furent envoyés à Brême, affectés à un kommando de la Kriegsmarine, la marine de guerre allemande.

Le départ en train eut lieu le soir. L'arrivée se fit au petit jour, en gare de Brême.

Vers huit heures du matin, après avoir été comptés et recomptés, nous fûmes dirigés, à pieds, encadrés par des soldats de l'armée allemande - la wehrmacht - pour la plupart âgés, souvent blessés, infirmes et par des S.S. hurlant, vociférant, vers notre nouveau cantonnement.

C'était un peu avant l'heure de la rentrée scolaire. Tout au long du trajet, des enfants de huit à douze ans nous insultaient, crachaient dans notre direction, nous lançaient des pierres, encouragés par les mères qui les accompagnaient.

Au terme de la route, nouvelles baraques en bois cernées de clôtures électriques avec, aux quatre coins, des "miradors" d'où nous surveillaient en permanence des sentinelles armées. Lits en bois à étages, mais, petite amélioration, une seule personne par lit. Et, dès le lendemain, départ pour le chantier sur des camions bringuebalants où nous devons nous tenir debout.

Au bord de la Weser, dans une vaste étendue plate où le vent soufflait en permanence, nous attendait un immense chantier sur un terrain sablonneux tout hérissé de machines, d'élévateurs de toutes dimensions ; où couraient des wagonnets, circulaient des camions, s'affairaient des ouvriers de toutes nationalités : des prisonniers de guerre français surtout préoccupés de ne pas être utiles à l'effort de guerre allemand : des français du S.T.O. qu'on appelait

“travailleurs libres”, qui nous évitaient soigneusement par crainte d’être mal considérés. Là était en construction un monumental “bunker” destiné à la réparation des sous-marins.

Voyant cette apparente pagaille, l’un de nous s’exclama :

- «Quel bordel !»

Froidement, désignant les innombrables bras métalliques dressés vers le ciel, “Lolo” Lenfant répondit :

- «Bien sûr... avec toutes ces grues !»

Premier mot d’humour, cet humour qui, bien souvent, devait nous être un atout précieux dans l’enfer où nous nous trouvions.

Toutes sortes d’emplois nous étaient imposés : le marteau-piqueur, qui valait une soupe à midi... et dont le maniement tuait rapidement ceux qui ne pouvaient l’éviter ; le remplissage de wagonnets ; le transport de sacs de ciment, de barres de ferraille ou de bois ; le terrassement surtout. Il fallait sans cesse être actif sous peine de recevoir des coups : coups de pieds, de bâton, de la plupart des “contremaîtres”, coups de crosse des S.S.. L’important était de “faire semblant”, tout en évitant un travail productif...

J’avais la chance, avec quelques autres, d’être incorporé dans une équipe de terrassement dirigée par un allemand qui, en 1918, avait été prisonnier de guerre en France et qui nous laissa comprendre qu’il désapprouvait la façon dont nous étions traités. Nous en profitions pour pratiquement ne rien faire. C’était trop visible. Un jour, je le vis préoccupé, particulièrement sombre. A ma question, il répondit :

- «On m’a menacé de m’envoyer au front...»

- «A votre âge ?»

- «Oui...»

- «Et pourquoi ?»

- «Parce que vous ne travaillez pas et que je ne suis pas assez méchant avec vous. Je devrais vous frapper pour me faire obéir.»

Je me mis en devoir de lui expliquer que, contrairement à ce qu'on disait sur nous, nous n'étions pas des bandits de grands chemins mais des soldats, des résistants qui avions lutté pour libérer la France, notre Patrie et que, par conséquent, nous ne pouvions pas travailler pour que l'Allemagne gagne la guerre. Il le comprit parfaitement et ajouta :

- «Il ne s'agit pas de travailler utilement, je vous comprends, mais il faudrait au moins faire semblant.»

Il s'exprimait très mal en français. Je lui répondis en un allemand incertain mais qu'il entendit. Il fut surpris :

- «Pourquoi ne m'avez-vous jamais dit que vous parliez allemand ?»

- «D'abord, je le parle mal. Surtout, c'est pour pouvoir feindre de ne pas comprendre. Il ne faut pas que cela se sache. Pourtant, soyez sans crainte. Nous allons trouver un moyen de faire croire que nous travaillons. Quant à vous, faites comme les autres contremaîtres : hurlez en vous adressant à nous... brandissez la menace du bâton. Je vais avertir mes camarades.»

Le lendemain, toute l'équipe entreprit de creuser un trou avec ardeur. Terminé, ce trou se présentait ainsi : un rectangle d'environ quatre mètres de large sur six ou sept de long. Au fond, à deux bons mètres, un couloir d'un mètre ; au dessus, de chaque côté, 60 centimètres plus haut, un élargissement de 80 centimètres puis, toujours à 60 centimètres au dessus, un nouvel élargissement de 80 centimètres. Quatre hommes se tenaient aux quatre coins de ce trou, en haut, de façon à observer le voisinage et remuaient constamment leurs pelles... vides la plupart du temps. Dès qu'un danger était signalé : passage proche d'un allemand, soldat ou civil, ils lançaient du sable dans le trou

et aussitôt le reste de l'équipe assis à l'abri sur le premier élargissement se mettait à relancer le sable au dehors où l'équipe du haut l'étalait provisoirement jusqu'à ce que l'alerte soit terminée. Ainsi, nous effectuions un travail absolument improductif, mais on voyait bouger constamment l'équipe de surface. Si bien qu'une quinzaine de jours plus tard nous fût attribuée à midi une soupe, alors qu'habituellement nous ne recevions aucune nourriture à cette heure là. Le contremaître allemand venait de temps en temps nous visiter, hurlait quelque peu et, en partant, glissait à voix basse :

- «Ça va bien...»

En outre, pour me permettre de circuler, d'essayer de rencontrer des prisonniers qui nous donnaient des nouvelles entendues grâce à un poste de radio à galène confectionné par eux-mêmes, il m'avait remis un marteau. Lorsque j'étais interpellé, je montrais le marteau en bredouillant :

- «Marteau... pour le travail.»

Je recevais parfois quelques coups avec l'injonction d'aller plus vite, mais j'avais mes informations.

Cet allemand fit encore mieux à mon égard. Une nuit de novembre, je fus réveillé par une douleur à la main droite. A la base de l'auriculaire, s'était formé un anthrax : six petits furoncles autour du gros furoncle central. Bien entendu, rien pour me soigner.

Je me souvins d'un remède pratiqué par mon père. Il souffrait d'un "mal blanc" au bout du pouce. Il trempait ce pouce malade dans une casserole d'eau bouillie, tiède, qu'il replaçait sur un feu doux. Il gardait son doigt dans l'eau jusqu'à qu'il ne puisse plus résister.

Sur un "cubilo" agencé par les prisonniers, je mis de l'eau à chauffer dans une boîte. En deux jours, les furoncles "mûrirent". J'avais une importante tumeur violacée,

ponctuée de tâches blanches, à la base du petit doigt de plus en plus sensible. Je ressentais des élancements comme des coups d'aiguille. La chair commençait à se nécroser. Je l'arrachais par petits morceaux.

Le contremaître s'en aperçut. Il regarda ma main et me questionna :

- «Très, très mal ?»

Je répondis affirmativement. Il cherchait un autre mot et finit par trouver :

- «Danger... mortel. Demain, j'ai remède.»

Le lendemain, en effet, il m'apporta une petite boîte pleine de pommade et un bout de gaze. Il pansa lui-même mon anthrax, dans sa baraque, à l'abri des regards.

Je n'ai jamais su ce qu'était cette pommade et je le regrette car elle fut remarquablement efficace. Vingt-quatre heures après, le contremaître m'ôta le pansement. Tous les "germes" verdâtres des furoncles restèrent collés à la gaze. Il renouvela ses soins en commentant :

- «Trois jours maintenant.»

Je ne souffrais plus. Trois jours après, j'étais complètement guéri.

Une semaine plus tard, il me demanda de venir dans un recoin, à l'abri des regards.

De sa besace, il tira trois oignons qu'il m'offrit en disant :

- «Mangez-ça... très bon... beaucoup vitamines...»

Je lui répondis que nous étions huit amis couchant dans le même local, et que nous partagions tout. J'ajoutais :

- «Gardez ces trois. Demain, ou après demain, si vous pouvez m'en donner un autre... quatre oignons c'est plus facile à partager pour huit...»

Il insista un peu pour que je garde les trois pour moi, puis sortit de son sac un quatrième bulbe qu'il avait conservé pour son casse-croûte et me le tendit.

Quinze ou vingt jours passèrent. Un matin, à nouveau, il m'appela à l'écart. Cette fois, il apportait quatre concombres, toujours en ajoutant :

- «Beaucoup vitamines.»

Le soir, nous avons partagé la chair des légumes, le lendemain, nous avons mangé la peau.

Une troisième fois, à quelque temps de là, c'est quatre poires que je me vis offrir. Quatre belles "Williams" mûres à point, et de grosseur appréciable. Elles firent nos délices.

Il est difficile, pour qui n'a pas connu une faim lancinante, obsédante, d'imaginer à quel point ces cadeaux ont pu nous être précieux, plus moralement encore que physiquement.

Depuis, bien que je les digère mal, je mange les concombres lorsqu'ils figurent dans une de ces salades composées à la mode dans les buffets ou les menus des restaurants.

Surtout, j'ai appris à ne pas haïr tous les allemands en bloc, conservant ma rancœur contre les nazis, en sachant qu'outre-Rhin peuvent exister des gens de cœur.

Cependant, je crois que notre chef d'équipe était le seul être humain, parmi ses semblables, sur le chantier. J'en ai vu d'autres frapper des "rayés" à coups de bâton, sans raison apparente. L'un d'eux vint un jour me chercher soi-disant pour me faire nettoyer sa baraque. En réalité, dès que je fus à l'intérieur, il se jeta sur moi, matraque au poing en hurlant :

- «Sale terroriste, je vais te tuer.»

J'eus beaucoup de mal à lui échapper. Je contais l'affaire à notre contremaître qui m'expliqua :

- «Son fils à été tué à la guerre... il l'a appris ce matin.»

Ce chantier inutile continua pendant plus d'un mois puis, par prudence, il fallut l'abandonner. Nous sommes passés au transport de ciment...

LE CIMENT

Du ciment, il y en avait partout. Le vent glacial de la Baltique soulevait du matin au soir cette poudre fine qui s'incrustait dans les moindres interstices. Il en fallait des tonnes et des tonnes, de cette poussière grise, pour construire ce "kolossal" bunker. Et parallèlement, d'autres équipes transportaient sans relâche des tiges de ferraille de grosseur et de longueur variables, pour "armer" le toit et les murs du gigantesque ouvrage.

Une partie du kommando déchargeait les sacs des camions qui les amenaient sur place. Quelques autres hommes vidaient le ciment dans les wagonnets... et tentaient de conserver quelques sacs vides pour glisser une épaisseur sous les vêtements ou pour entourer les pieds, menacés par le gel. Les wagonnets étaient ensuite poussés sur leurs rails jusqu'à un élévateur qui les hissait au-dessus de gigantesques broyeurs où le ciment était déversé et malaxé.

A partir de novembre, la température moyenne étant devenue très basse, il convenait d'ajouter un produit antigel au ciment, sans quoi celui-ci ne "prenait" pas. Je fus donc, un jour, affecté à cette tâche. Dans chaque wagonnet, je devais jeter une pelletée d'antigel. Notre principal souci étant de ne pas faire de travail utile, je m'appliquais à jeter trop loin, par dessus les wagonnets, le contenu de ma pelle. Je "travaillais" ainsi depuis une heure environ, lorsqu'arriva un matelot allemand.

Nous les apercevions de loin, ces matelots de la Kriegsmarine. En principe, ils ne venaient jamais sur le chantier.

Un jour, me promenant avec mon fameux marteau-alibi, j'étais passé à proximité d'une de leurs baraques. Deux d'entre-eux m'avaient littéralement happé au passage et fait

entrer dans leur bicoque. Ils me questionnèrent. Ils n'étaient pas du tout hostiles, mais curieux. Je leur expliquais qui nous étions, et quel était notre sort. Ils s'en doutaient un peu, mais n'imaginaient tout de même pas que nous puissions être ainsi maltraités. Ils me donnèrent à manger une soupe de choux, m'invitèrent à revenir lorsque je le pourrais, et à signaler leur bienveillance à mes camarades. Quelques-uns d'entre nous bénéficièrent à leur tour d'une ou deux soupes au choux. Inévitablement, les S.S. s'en aperçurent, et une sentinelle vint monter la garde près des postes de marins.

Ce matelot qui s'approchait de moi, je l'avais déjà vu. Il parlait français. En passant, il me dit - «Viens de ce côté...» c'est à dire du côté où je projetais l'antigel. Il y en avait un tas déjà très visible. Le marin revint :

- «Il faut faire attention, si on voit que tu sabotes le travail, tu seras pendu... Je t'ai vu de loin, avec ceci.»

Il me montra ses jumelles et il s'en alla.

Un camarade se posta de l'autre côté des wagonnets pour disperser l'antigel au fur et à mesure. Le résultat fut probant. Toute une coulée de ciment... coula ! Grosse effervescence, énormément de temps perdu pour évacuer le magma inopérant, mais personne ne soupçonna une malveillance. Comme l'équipe à laquelle j'appartenais n'avait pas un rendement suffisant, elle fut affectée au transport de la ferraille.

Cependant, un de nous manquait. Un des plus solides. Un gaillard dont, suivant une expression populaire "on aurait acheté la santé". C'était un officier d'active que j'avais connu deux ans auparavant, le lieutenant Jean-Marie de Loye, véritable hercule qui pratiquait l'hébertisme. Même sur le chantier il continuait, chaque fois qu'il le pouvait, à soulever de lourds matériaux, à les transporter en courant... sans nulle utilité. Comme il s'activait beaucoup, les contremaîtres et les S.S. ne disaient rien. Ils étaient même persuadés que de Loye se conduisait en bon ouvrier.

Naturellement, il s'était proposé au déchargement des sacs de ciment. Toutefois, au lieu de les apporter directement près des wagonnets, il effectuait un tour au pas de charge. C'était toujours autant de gagné ! Les S.S. n'y voyaient "que du feu".

Hélas, un jour, notre ami fut pris d'une crise de fièvre. Un banal "mal blanc" s'était logé au bout d'un de ses doigts. L'infirmier allemand consulté refusa de soigner ce "bobo". Très rapidement son état empira. Il se mit à trembler. De jour en jour, à vue d'œil, il maigrissait. En outre, il souffrait terriblement. Cet homme que nous n'avions jamais entendu se plaindre, qui était un soutien moral pour tous en vint à se recroqueviller sur lui-même moralement et physiquement. Arrivant péniblement au chantier, soutenu par ses voisins, il tentait de se cacher sous des planches. Il ne pouvait plus faire semblant de travailler. Cela dura plusieurs jours. A plusieurs reprises, il fut découvert, frappé pour qu'il reprenne un poste. Tous ses camarades faisaient ce qu'ils pouvaient pour l'aider, le soulager. Un matin, Jean-Marie de Loye s'écroula, inanimé, victime de ce qui devait être une septicémie. Il fut, du chantier, transporté à l'hôpital. Il était mort lorsqu'il arriva. C'était le 3 octobre 1944.

Tous les concentrationnaires français furent bouleversés par la disparition tragique de cet homme exemplaire.

LE PREMIER MORT

Jusqu'à ce moment là - exceptés ceux qui furent assassinés pour avoir tenté de s'évader du train - tous les membres du convoi parti fin juillet de Compiègne avaient résisté tant bien que mal.

Certes, nous avions déjà perdu pas mal de kilos, les uns et les autres. Le travail forcé, la maigre pitance nous usaient lentement mais nous tenions. Le temps, relativement clément, le pénible vent mis à part, nous aidait à survivre. Nous avions tous la volonté nécessaire. Presque tous. Sauf au moins un, qui nous avait quittés rapidement.

A Compiègne, j'avais fait la connaissance de ce jeune homme, d'une vingtaine d'années, qui ne sortait guère des baraquements où je restais le plus souvent allongé moi-même, à cause de mes pieds martyrisés. Lui... il attendait un courrier libérateur. A moi, comme à tous les autres, il avait confié sa certitude d'être bientôt rendu à sa famille.

- «J'ai écrit au Maréchal !»

Il m'expliquait tout au long de la journée que son arrestation était une erreur. Dans les premiers jours de juillet 1944, il avait été "raflé" à Bourg-en-Bresse avec pas mal d'autres jeunes de son âge.

- «Je ne suis pas un terroriste. Je n'ai jamais rien fait de mal. J'appartiens aux amis de la Légion du Maréchal. J'ai toujours été loyal. Je l'ai écrit au Maréchal. Il peut vérifier. Il ne peut pas me garder en prison...»

Je crus, tout d'abord, à une histoire un peu lourde pour camoufler sa réelle activité. Mais non. Il était sincère. J'entrepris de lui faire comprendre qu'il n'avait rien à attendre de "son" Maréchal et de lui expliquer qu'il se trompait au sujet de ce dernier.

Montoire ? Il ne connaissait pas.

La poignée de main à Hitler ?

C'est normal puisqu'il voulait faire la paix avec lui.

Les arrestations massives d'Israélites ?

C'est pour le bien de la France (sic).

L'assassinat de l'historien Marc Bloch ?

C'était un terroriste !

Il était absolument indécrottable.

Il se trouvait avec moi dans le wagon qui partait de Compiègne vers l'inconnu.

Le deuxième jour, il s'approcha :

- «C'est tout de même un peu fort... je n'ai rien fait de mal et je me trouve avec des terroristes, des communistes...»

Je lui répondis :

- «Et si ceux qu'on appelle terroristes et communistes étaient les bons français ? Ceux qui se sont battus, ceux qui sont morts pour rendre à la France la liberté ?»

Son antienne revenait :

- «Ce n'est pas possible ! Le Maréchal a dit qu'ils étaient des traîtres.»

- «Alors Hitler est un saint homme ?»

- «Hitler ne veut pas le malheur de la France, il l'a dit.»

Enfin, je lui demandais :

- «Est-ce que tu as, un jour, écouté la radio de Genève ou la radio de Londres ?»

- «Non, je suis un bon français, j'écoute la radio française !»

Je dus arrêter là cette conversation dont je me souviens au mot près. Je crois qu'un peu plus je l'aurais étranglé !

Il eut recours à moi à l'arrivée au sinistre camp, pour que je lui apprenne à dire son numéro en allemand. Lorsqu'il se présenta pour obtenir sa soupe, il trouva encore le moyen de souffler au kapo distributeur :

- «Je suis un bon français, je suis un ami du Maréchal...»

Il allait poursuivre. Un coup de louche sur la tête lui coupa la parole, le fit vaciller, si bien qu'il vida la moitié de sa maigre ration.

Il me regarda, s'approcha :

- «Où est-ce qu'on nous a amenés ?»

- «Je crois bien qu'on nous a amenés ici pour nous tuer.
Tu as entendu l'officier S.S. tout à l'heure ?»

- «Pas très bien !»

- «Il a dit : vous êtes ici pour mourir et nul n'en saura rien.»

- «Ce n'est pas possible. Je suis sûr que le Maréchal a eu ma lettre et qu'il va me sortir d'ici.»

Je lui fis remarquer la qualité de quelques uns des concentrationnaires qui se trouvaient avec nous :

- «Tu sais qu'il y a ici le marquis de Moustier, cet homme si digne qui se tient là-bas ? A côté de lui, le capitaine Brunet et le Lieutenant de Loye. Par là, c'est Bonnefoy, le préfet de Lyon. Tu crois vraiment que ce sont des ennemis de la France ?»

J'ajoutai :

- «Je vais te faire une confidence. Je n'ai pas entendu l'appel du 18 juin. Mon unité s'est battue jusque dans la nuit du 23 au 24 juin 1940. Après mon évasion, comme la plupart des français, j'ai cru en Pétain et ce, d'autant plus qu'on parlait à mots couverts d'une entente Pétain-de Gaulle, ce qui était archi-faux. Heureusement, des amis m'ont ouvert les yeux. C'est de Gaulle qui entendait sauver l'honneur de la France, abandonnée aux allemands, pire : aux hitlériens, par Pétain. Si nous avons la chance de sortir de là, je te conseille d'aller en Corse, à Olivèse, un charmant petit village au nord de Sartène. Tu interrogeras les membres des familles Pietri et Franchi, tous foncièrement Corses et Français. Après la guerre de 1914, le Maire d'Olivèse était Nicolas Pietri, un grand ami de Clémenceau qui l'avait désigné comme son exécuteur testamentaire. Tu apprendras que le "Père la Victoire", Clémenceau, appréciait les qualités de soldat de Pétain, mais était écœuré par ses crises pessimistes. Pétain ne lui a-t-il pas dit, au printemps de 1918, je crois : «les allemands battront

les anglais en rase campagne, après quoi ils nous battront aussi...» Heureusement, il y avait à ce moment là le "Tigre" qui proférait : «les allemands prendront peut-être Paris, ça ne m'empêchera pas de faire la guerre. Nous nous battons sur la Loire, sur la Garonne, et même sur les Pyrénées. Si on nous chasse des Pyrénées nous continuerons la guerre sur mer, mais faire la paix, jamais !» Il y avait aussi Foch, au moral d'acier... En 1940, la France n'avait ni Clémenceau, ni Foch. De Gaulle n'était encore qu'un jeune général à titre temporaire !»

Son visage changea brusquement. Il ne m'adressa plus la parole, pas plus qu'aux autres. Il se confina dans un mutisme total. En quelques jours son allure changea. Il se tassait sur lui-même, son teint devenait gris. Il mourut une dizaine de jours plus tard, de désespoir.

LA SCHLAGUE

En ce même début d'octobre, je connus une nouvelle alerte. C'était un dimanche et on ne nous avait pas conduits au chantier. Je m'étais assoupi dans l'après-midi. Soudain, je fus réveillé par des hurlements gutturaux et projeté à terre.

Un appel avait eu lieu. Dormant comme un loir, je n'avais pas entendu. Il manquait donc un homme au comptage. Après de nombreuses vérifications, les kapos constatèrent cette absence, entreprirent une fouille des chambres et me trouvèrent allongé. Chassé à coups de pied et de poing hors de la baraque, je fus accusé de "tentative d'évasion" et condamné à recevoir 25 coups de schlague.

Celle qui était utilisée était composée d'un câble de cuivre d'environ un centimètre de diamètre, entouré de six câbles plus petits, le tout enserré dans une gaine de caoutchouc vulcanisé. Elle mesurait approximativement un mètre cinquante de long. Chaque coup, asséné avec un maximum de violence, faisait éclater la peau

Devant tous les déportés au garde à vous, je fus couché à demi sur un tabouret. Un kapo enserra ma tête entre ses genoux. Un autre se saisit de la schlague et commença à me frapper le bas du dos.

Quelques jours auparavant, un russe avait été soumis à ce traitement. Il avait braillé, demandé "grâce, pitié" à ses bourreaux qui, naturellement, n'en tinrent aucun compte et poursuivirent le châtiment jusqu'au bout. En rentrant à notre baraque j'avais déclaré :

- «C'est indigne. Si un Français ainsi frappé demande grâce à ces salopards, je le frappe à mon tour. Il peut hurler autant qu'il le veut, ça soulage. Mais demander grâce, pitié, à ces êtres malfaisants, ça ne sert à rien. Au contraire ça leur fait plaisir...»

Ayant dit cela, je ne me sentais même pas le droit de crier. Et cependant... Le premier coup était déjà

douloureux, mais les suivants le devenaient de plus en plus. Je me mordais les lèvres pour garder le silence. Je sentais mon dos devenir de plus en plus brûlant. Le goût du sang envahissait ma bouche. Je ne parvenais même plus à compter mentalement les coups... Enfin mon martyr cessa. Le kapo qui bloquait ma tête me repoussa. Je réussis à ne pas tomber. Ce n'était pas terminé pour autant ! Pendant une heure, je dus "faire la gymnastique", selon la formule d'un des tortionnaires : courir, sauter, ramper alternativement. Lorsqu'enfin rompu, épuisé, ivre de fatigue et de douleur je fus autorisé à regagner le baraquement avec les autres, je constatais que le sang avait coulé de mon dos jusque sur mes talons. Mes lèvres avaient été coupées par mes dents. Toujours ce goût de sang dans ma bouche. Nous étions déjà très affaiblis par quatorze heures de travail quotidien avec un minimum de nourriture qui nous était mesurée chaque jour davantage.

Au commencement, nous avions le matin environ un demi-litre de liquide noir surnommé "café", qui devint thé par la suite lorsque sa couleur devint plus claire, avant de se transformer carrément en eau chaude. A midi, le premier jour, sur le chantier, une soupe d'orge sucrée, consistante. Pendant les trois ou quatre jours suivants, une soupe de choux, puis plus rien. Le soir, un demi-litre de "soupe", de l'eau bouillie dans laquelle nageaient quelques légumes : verdure (salade ou épinards, oseille ou feuilles de bette), parfois un peu de choux-raves ou rutabagas et quelques rares quartiers de pommes de terre. Un pain d'un kilo pour cinq, pain d'abord bis foncé, puis de plus en plus noir, avec des traces violettes probablement dues à de la farine de pommes de terre.

A mesure que changeait sa couleur ce pain, de plus en plus dense, diminuait de volume... et le nombre de portions augmentait : le kilo fut partagé en six... puis en huit, enfin en dix !

Comment répartir ce pain sans mesure, sans couteau officiellement ? Nous avons tout de même confectionné des "couteaux", avec des bouts de fer récoltés sur le chantier, aiguisés sur des cailloux, le manche étant constitué de deux plaques de bois liées sur la partie non coupante du métal. Fallait-il encore que les portions soient égales. Des balances étaient improvisées. Une tige de bois, trouée au milieu pour y glisser une ficelle portait à chaque extrémité une autre tige de bois, plus fine et pointue. Par la ficelle du centre on soulevait le tout, qui devait être strictement équilibré. Cela n'allait pas sans mal. Une fois les tranches découpées le plus exactement possible, chaque portion était vérifiée. Celle qui apparaissait comme la plus petite était piquée d'un côté et, tour à tour, on comparait les morceaux pour les classer par ordre de grosseur. Enfin, à tour de rôle, chacun se servait. Chaque jour ce tour de rôle variait, le premier de la veille devenant le dernier.

La soupe, elle, était distribuée par un kapo. Elle se trouvait dans ce que nous nommions un "bouteillon", un récipient cylindrique haut d'environ soixante à soixante dix centimètres, de quelque quarante centimètres de diamètre. Naturellement, les parties les plus denses, les quelques morceaux de pommes de terre, de raves, de rutabagas, les légumes verts, se trouvaient au fond. Certains kapos brassaient le contenu avec leur longue louche d'une contenance d'un demi-litre environ et répartissaient ainsi un peu de "solide" dans chaque gamelle. D'autres - comme le nôtre - ne mélangeaient rien. Les premiers servis avaient de l'eau chaude, les derniers un plat de légumes. Chacun essayait - en dépit des coups de louche généreusement octroyés - de passer au meilleur moment. Un jour, un de nos camarades, G..., qui se trouvait à quelques rangs devant moi, s'efforçait de se glisser derrière ceux qui le suivaient pour tenter d'avoir "le fond". Ainsi, lorsque son tour arriva juste devant moi, il s'effaça à nouveau. Le bouteillon était sérieusement entamé. La louche me ramena un peu de

solide. Le suivant en eut davantage. Il restait peut-être deux litres de légumes. G... recula encore d'une place pour avoir vraiment les pommes de terre. Hélas... le kapo versa tout le reste dans la gamelle de son prédécesseur. Une partie tomba sur le sable. Un nouveau bouteillon fut ouvert et G... n'eut droit qu'à l'eau chaude. Il en piqua une véritable crise de nerfs, hurlant au scandale sous l'œil narquois du kapo qui avait sans doute agi sciemment, et qui, soudain, haussa le ton, ce qui fit taire G... qui était peureux. Mais pendant toute la nuit il sanglota, pleurant ses patates perdues.

Avec la soupe et le pain, 15 grammes de margarine, une tranche de pâté ou de saucisson ou de salami ou de boudin noir - je dis bien une tranche mince d'un seul de ces aliments - la moitié d'un petit fromage "garanti zéro pour cent de matière grasse" mais qui portait la mention "fabriqué en France", ce qui nous réchauffait le cœur à défaut de garnir l'estomac, ou une petite cuillerée à soupe de "marmelade", une sorte de gélatine sucrée tantôt jaunâtre, tantôt rosée.

Ce qu'il fallait pour mourir à petit feu.

Le sang que j'avais perdu sous la schlague était une nouvelle avancée vers la mort. Dans la baraque, je me hissais sur ma couche au troisième étage du chalit. La porte s'ouvrit. Dans l'encadrement apparut le kapo qui m'avait frappé, portant un seau de soupe. Pas de la soupe de concentrationnaire, non. De la soupe de S.S, de la soupe de pommes de terre consistante, grasse, dans laquelle avait cuit du lard dont il restait encore quelques filaments roses.

Le kapo m'appela. Il mit le seau devant moi en disant :

- «Tiens, c'est pour toi. Tu n'as rien dit. Tu as été presque'un homme...»

Je posais le poids de mon corps sur la jambe gauche pour frapper le seau du pied droit lorsque du fond de la baraque Lolo Lenfant cria, devinant mon intention :

- «Fais pas le con...»

Mon mouvement s'arrêta. Le kapo hésita, attendit

quelques secondes, espérant peut-être un remerciement. Puis il fit demi-tour et s'en alla.

Lolo arriva :

- «T'es pas dingue, souffla-t-il... si tu avais renversé le seau, il te reflanquait vingt-cinq coups et là, c'était la mort... vas te coucher !...»

Je regrimpais péniblement sur mon "troisième étage". Lolo prit ce qui me servait de gamelle, la remplit et partagea le reste du seau entre les sept autres français de la chambrée.

Je n'arrivais pas à manger. Le goût du sang dans ma bouche m'écoeura. Je commençais à me demander si je reverrais un jour la France, si je pourrais tenir ma promesse d'aller à Lourdes.

Tout à coup, j'aperçus à la hauteur de mon chevet la bonne figure de Lolo, toute souriante.

- «Alors, me dit-il, quand est-ce que tu reprends vingt cinq coups, qu'on ait une autre bonne soupe ?»

J'éclatais de rire et je me mis à manger mes pommes de terre grasses.

Un peu après, lorsque la nuit commença à tomber, je me trainais à la porte. Le ciel était sans nuage et j'aperçus l'étoile du Berger. Cete étoile du Berger, nous la contemplions le soir, à la campagne, lorsque jeune marié j'allais avec mon épouse chez mes parents. Nous nous disions :

- «Si un jour nous sommes séparés, nous regarderons l'étoile, pour être l'un près de l'autre par la pensée.»

Pendant tout mon séjour en camp de concentration, chaque fois que je l'ai pu, j'ai recherché cet astre, en pensant à mon épouse et à ma mère décédée depuis trois ans, à qui je demandais de nous protéger. J'ai su, à mon retour, que ma femme de son côté priait chaque soir en regardant notre étoile.

C'est dans ces moments là que je me "ressourçais", que

je puisais la force d'espérer, de tenir. En ce soir là, après la schlague, j'en avais bien besoin

Pendant plusieurs jours, la marche me fut très pénible, chaque pas me causait une vive douleur au bas des reins. Les coups avaient dû me briser mes muscles, broyer ma chair. Durant toute ma vie, je me suis senti de cette terrible séance de coups. Aujourd'hui encore, plus d'un demi-siècle après, le dos me fait mal, surtout aux changements de temps, lorsque souffle le vent du sud. Il m'arrive, parfois, au cours de la nuit, de rêver que je subis à nouveau ce supplice et de me réveiller la bouche ensanglantée d'avoir mordu mes lèvres pour ne pas crier.

Les nazis voulaient à tout prix nous avilir, nous soumettre, nous abattre.

Ils n'ont pas réussi. Beaucoup d'entre nous sont morts dans les camps, en restant dignes jusqu'au bout. Certains ont survécu, pour en témoigner. Mais dans leur âme et dans leur corps ils gardent leurs souffrances, torturés à vie.

LE COURAGE DES FEMMES

Un jour, en nous amenant au travail, notre camion fut croisé par un autre qui transportait des femmes revêtues elles aussi de la tenue du baigneur. Aucun de nous n'avait jusqu'alors pensé qu'elles puissent subir un traitement analogue au nôtre. Elles nous firent de grands signes au passage.

Le lendemain, même rencontre presque au même endroit. Mais à la seconde du croisement, toutes les femmes levèrent la main... pour lancer dans notre direction leur ration de pain. Une ration, comme la nôtre, bien maigre. La plupart des envois tombèrent hors du véhicule. Chaque morceau qui put être récupéré fut partagé entre deux ou trois camarades. Nous étions stupéfaits. Nous qui tentions de mesurer au gramme près notre portion, qui la conservions jalousement, voir ces femmes se priver volontairement pour des inconnus... nous n'en revenions pas.

La scène se renouvelait presque quotidiennement, chaque fois que nos camions se rencontraient. Il s'agissait de femmes de diverses nationalités. Parmi elles, quelques françaises criaient :

- «Courage» ou «Vive la France».

Ces brèves entrevues nous faisaient chaud au cœur. Nous avons commencé à nous renseigner, à chercher où elles pouvaient travailler.

Je finis, au bout de quelques semaines, par apprendre que deux ou trois d'entre elles étaient chargées de l'entretien de quelques baraquements où se trouvaient, entre autres, une infirmerie réservée aux civils et le restaurant des personnages importants du chantier.

Grâce à mon marteau, je vins rôder dans les parages à plusieurs reprises, ce qui me valut quelques sérieux coups de botte, de canne, de bâton ou de crosse.

Pourtant, un jour, j'eus la chance de trouver une de celles que je cherchais. Rapidement, je lui dis que nous

étions très touchés par leur geste, qu'elles devaient cependant conserver pour elles-mêmes leur pain car la majorité des rations étaient perdues. C'était une tchèque qui parlait bien notre langue :

- «Oui, nous l'avons bien vu... nous nous efforçons chaque fois de mieux lancer. Nous continuerons. Vous en avez encore plus besoin que nous.»

Et elle s'en alla. Par bonheur, aucun allemand ne nous avait vu échanger ces quelques mots. Le soir, je fis part de cette brève conversation à mes camarades de chambrée. Une voix monta :

- «Les femmes sont plus courageuses que nous.»

Après mon retour, j'ai vainement essayé de retrouver les inconnues qui se sacrifiaient ainsi. Je ne suis parvenu à aucun résultat.

Si, par hasard, ces lignes tombaient sous les yeux d'une d'entre elles, qu'elle sache quelle gratitude je conserve à leur égard et combien je serais heureux de faire sa connaissance.

Dans la résistance, quelques cas de femmes héroïques sont connus. Combien d'autres ont assumé discrètement une tâche dont elles n'ignoraient pas les dangers mortels, faisant souvent preuve d'un étonnant sang-froid.

Qu'on me permette de rendre hommage à quelques unes de ces méconnues, bien qu'il ne s'agisse pas de Neuengamme.

En juillet 1943, Marguerite Lauzier, "Marthe" dans la clandestinité, vit arriver à son domicile, 18 rue Imbert Colomès à Lyon, des allemands venus l'arrêter. Imperturbable, elle s'exclama :

- «Tout de même vous n'allez pas m'emmener sans me laisser changer de culotte...»

Elle entra dans sa chambre, ouvrit sa fenêtre, posa sur celle-ci le pot de fleurs qui constituait un signal d'alarme.

Kim - alias Paul Schmidt - officier de liaison de Jean Moulin, aperçut l'avertissement, donna l'alerte. Tout le

groupe s'éclipsa, Paul Schmidt lui-même regagnant Londres.

La culotte de Marthe avait sauvé le réseau.

Denise Lauraine, dont le premier mari est mort à Neuengamme et qui est aujourd'hui Madame Deglane doit son salut, elle aussi, à sa maîtrise d'elle-même et à son esprit de décision.

Léopold Lauraine, maître imprimeur breton, trésorier d'un groupe de résistance avait, sur dénonciation, été arrêté par la Gestapo. Deux sous-officiers allemands particulièrement hargneux se présentèrent à son domicile à Rennes. Le jeune fils, Roland, détacha en toute hâte des photographies de parachutistes anglais accrochées au mur et les plaça sur une armoire.

Un des sous-officiers vint inspecter la chambre, voulut monter sur un fauteuil. Denise Lauraine l'arrêta :

- «Ici, dit-elle, on ne monte pas sur un fauteuil avec des chaussures. Je vais vous chercher une échelle.»

Subjugué, l'allemand peu habitué à ce qu'on lui tienne tête attendit l'échelle. Inspectant le dessus de l'armoire, il montra une photographie de parachutiste anglais en uniforme

- «Et ça, dit-il, qu'est-ce que c'est ?»

Denise froidement :

- «C'est un souvenir de l'occupation anglaise !»

- «Bien ! fit l'allemand sidéré... qui ne devait guère connaître l'histoire de notre pays. Il remit la photographie en place. Il trouva ensuite une enveloppe fermée sur laquelle figurait le nom d'Yvonne d'Albenas, sœur de Denise et qui contenait des dollars.

- «Et ça ?» dit-il encore, feignant d'ouvrir l'enveloppe qui renfermait aussi des reçus de la résistance.

Denise s'en empara d'un geste rapide :

- «C'est à ma sœur...»

Elle plaça l'enveloppe dans sa poche. Les visiteurs indésirables s'en allèrent.

Dans le petit village d'Eyguians (Hautes-Alpes), la famille Rouy ne comptait que des résistants : le père, grand mutilé de guerre de 1914 à 1918 ; la mère, qui avait installé à côté de la pièce des enfants une chambre où par une échelle et une lucarne se glissaient de temps en temps des maquisards las de dormir sur des branchages. Les six enfants eux-mêmes étaient tout dévoués à la bonne cause.

Un des gros problèmes au maquis était... le ravitaillement. Or, Eyguians servait de point de rencontre à des trafiquants du marché noir. Un train passait au village et le chef de gare, Fernand Eynard, était membre de l'important réseau "Résistance Fer".

Un jour, il constata l'arrivée de plusieurs milliers d'œufs clandestins. Une aubaine ! Il alerta la famille Rouy qui prévint le maquis. Avec la complicité des cheminots le coup de main était facile à réaliser. Pourtant, il existait dans la commune quelques "collaborateurs" dont il convenait de se méfier. Un seul moyen pour éviter que les participants à l'opération soient reconnus : pratiquer de nuit, après avoir coupé le courant.

Le transformateur alimentant Eyguians se trouvait à deux kilomètres du bourg. C'est la toute jeune Reine Rouy - devenue depuis Madame Lepetit - qui fût chargée d'intervenir. Elle devait pour cela attendre un ordre du maquis, au pied du transformateur où elle s'était rendue dans la nuit.

Appuyée contre la bâtisse éclairée, elle vit arriver près d'elle une ambulance de la Croix-Rouge. Les portes s'ouvrirent. Sortirent des hommes armés de mitraillettes, vêtus de bleu marine.

Le sang de Reine se glaça :

- «La milice!»

Non. C'étaient tout simplement des maquisards revêtus d'uniformes récupérés dans un chantier de jeunesse. Ils la détrompèrent aussitôt, et pour la réconforter lui offrirent une rasade d'eau de vie.

- «C'était fort, dit-elle. J'en buvais pour la première fois, mais ça m'a remise d'aplomb.»

Les maquisards reprirent la route vers le village et, conformément aux ordres, Reine entreprit trois minutes plus tard de couper le courant. Il fallait pour cela abaisser une manette assez haute... et Reine n'était pas grande. Elle sauta à plusieurs reprises et finit par y parvenir. Une demi-heure plus tard, l'ambulance repassait avec son précieux chargement. La jeune fille voulut rétablir le courant... mais impossible de repousser suffisamment haut la fameuse manette ! Elle dut renoncer. C'est ainsi qu'Eyguians resta dans le noir jusqu'au matin parce qu'il manquait 5 ou 6 centimètres à une jeune résistante.

Reine connut une autre aventure. Le tenancier du café du bourg, M. Léon Trinquier, avait récupéré... un bouc pour ravitailler le maquis. L'animal était maigre. On décida de l'émasculer et de l'engraisser.

La jeune Reine fut chargée de le loger et de le nourrir. Or l'animal puait... comme un bouc ! Elle l'installa dans un cabanon au bord de la rivière. Reine raconta par la suite :

- «Il sentait mauvais ! Il sentait mauvais !... Lorsque j'allais lui porter à manger et à boire, je passais une blouse que je quittais ensuite, cependant l'odeur m'imprégnait. J'avais beau me changer, faire ma toilette... rien à faire !»

Enfin, le bouc devenu gras fut immolé, vidé, découpé, porté aux maquisards qui se régalèrent de cette viande grillée sur la braise.

Après la libération, lorsque Reine annonça au groupe qu'il avait mangé du bouc, aucun des membres ne voulut la croire... sauf deux d'entre eux qui se souvinrent :

- «Ah !... c'est pour ça que pendant quelque temps on te trouvait un curieux parfum ?»

Lucienne Maillet, Villeurbannaise née dans l'Ain, à Thoisy, poussait l'audace jusqu'à la témérité. Elle se rendait souvent dans sa ville natale pour assurer des

liaisons avec la résistance locale dirigée par Etienne Monneret.

Je prenais le même autocar à Neuville les Dames, au terminus du "Train Bleu" venant de Lyon, pour rejoindre ma femme. Ce modeste "bus" de cinquante places était régulièrement assiégé par deux cents personnes. On s'y entassait à cent-cinquante au moins, souvent debout ou assis les uns sur les autres. Un jour, j'avais réussi à me glisser parmi les premiers. Lucienne, au dehors, me faisait signe d'ouvrir la vitre. Ce que je fis. Elle me tendit sa valise :

- «Attention, cria-t-elle, elle est très lourde : elle est pleine de journaux et de tracts qui viennent tout droit de Londres !»

Un énorme éclat de rire secoua la foule croyant à une grosse plaisanterie. Or, c'était parfaitement exact. Lucienne, parvenue à monter, m'en remit plusieurs exemplaires au terminus.

Hélas, d'autres imprudences lui valurent les camps de concentration d'où son courage lui permit de revenir.

Je me devais, par reconnaissance, de rendre hommage à quelques-unes de nos héroïnes, moins connues que d'autres.

LA BOMBE AMIE

Une nuit de novembre 1944, la ville de Brème fut bombardée. Un bombardement interminable. Un vrombissement ininterrompu d'incessantes vagues d'avions qui se succédaient, ponctué d'explosions plus bruyantes, rayé par le sifflement des projectiles. Des milliers de plaquettes incendiaires phosphorescentes, multicolores, étaient lâchées ; du ciel descendaient en parachute des torches immenses illuminant la ville. Le spectacle, pour nous, était féérique. Les kapos nous avaient astreints à descendre dans des abris rudimentaires. Quelques uns d'entre nous étaient ressortis... nous restions sidérés par le spectacle. Pourtant, inutile de songer à fuir, ni même à rester debout. Les sentinelles, couchées autour du camp, tiraient sur les silhouettes rayées.

La ville, nous devons le constater par la suite, avait été pratiquement rasée. Seules quelques églises miraculées pointaient encore, doigt levé, leur clocher vers le ciel.

Deux maisons voisines de notre camp en bordure de la cité ne portaient que quelques blessures. Quant à nos baraquements, ils étaient intacts. Une seule plaquette était tombée au milieu du camp, ne grillant que quelques mètres carrés d'herbe.

Des kommandos de déblaiement furent créés. Pour les uns, il s'agissait de dégager les ruines pour permettre aux survivants de recueillir les objets utilisables ; pour les autres de déterrer les bombes non explosées.

Un jour, ce fut mon tour dans un de ces derniers kommandos. La bombe, lourde, avait profondément pénétré le sol assez meuble. Il fallut creuser tout autour. Le sable glissait. La bombe, plus qu'à demi-découverte, commençait à bouger. L'ogive était piquée dans la terre. Un artificier allemand qui dirigeait les travaux nous demanda de retourner l'engin, ogive en l'air, pour qu'il puisse le désamorcer.

A deux, nous ne parvenions guère à remuer cet engin de mort. Finalement, après avoir reçu pas mal de coups et de menaces, nous prîmes l'énorme projectile à bras le corps pour le retourner par secousses. L'artificier - qui se tenait à l'abri dans cette phase d'opération - revint jeter un coup d'œil.

- «Ca va !» dit il. Et il descendit pour dévisser la fusée. Deux S.S. s'approchèrent au bord du trou pour le regarder. Tout danger paraissait évité.

Nous, nous étions écartés prudemment, le cœur battant encore à la fois de la conscience du risque encouru et des efforts consentis lorsque... boum !

Faisant trembler le terrain et jaillir les cailloux, la bombe explosa tuant l'artificier et les deux S.S.. Le premier était réduit en bouillie, les soldats avaient le corps coupé au milieu du tronc, le haut et la tête pulvérisés.

Habituellement, lorsque nous rentrions du travail, nos gardiens nous donnaient l'ordre de chanter et de marcher en cadence, nous frappant parce que nous n'obéissions pas. Ce soir là, en partant, le groupe entama "auprès de ma blonde". Cette fois, les deux S.S. survivants et les soldats de la Wehrmacht qui nous encadraient usèrent de la crosse de fusil pour nous faire taire.

Quelques semaines après, on nous transféra dans un autre camp, à Osterort. Nous attendaient les mêmes baraques, les mêmes châlits à trois étages, les mêmes fils de fer barbelés, les miradors et leurs sentinelles armées. Nous couchions à deux par lit. J'eus comme camarade de nuit Pierrot Vallerin, de Conlièges, dans le Jura. Un jeune garçon bien élevé, parfaitement digne, ne se plaignant jamais, gardant l'espoir envers et contre tout.

Les conditions de travail sur le chantier de la Kriegsmarine étaient toujours semblables. Toutefois les transports étaient plus pénibles. Plus de camions. A la place, des péniches. Nous nous tenions debout sur le pont,

serrés les uns contre les autres, chacun s'efforçant égoïstement de se placer au centre pour lutter contre le froid, se mettre à l'abri du vent, de la brume, du crachin ou de la pluie ; bien avant le lever du jour pour aller ; bien après la tombée de la nuit pour le retour.

Pendant tous ces trajets, je priais la Vierge et ma mère de m'assister, de me donner la force de résister, d'inspirer mon père, ma femme, mon frère pour qu'ils devinent que j'étais toujours vivant, pour qu'ils ne désespèrent pas.

Le temps s'écoulait lentement, dans des conditions de plus en plus pénibles. Quelques uns des plus endurcis en venaient à douter, à frôler par instant la détresse. A notre départ de Compiègne, nous savions que le débarquement du 6 juin était couronné de succès. La radio de Londres m'avait appris, le 3 juillet, que Sienne en Italie était aux mains des alliés ; que Minsk était reprise par les Russes. Nous espérions que notre train ne parviendrait pas en Allemagne. Lorsque nous fûmes, à la mi-août, désignés pour rejoindre le kommando, nous envisagions la défaite allemande et la libération pour octobre. Vint octobre, nous parlions de fêter Noël à la maison.

Mais nos camarades étaient de plus en plus nombreux à mourir. La nourriture, rare, s'amenuisait encore. Les S.S. se faisaient de plus en plus nerveux et brutaux. Les prisonniers de guerre français qui respectaient en nous les Résistants, comprenant notre situation, tentaient de soutenir notre moral en nous donnant des nouvelles du front ce qui n'était guère facile, les S.S. interdisant tout contact avec nous. Lorsqu'un prisonnier était surpris adressant la parole à un concentrationnaire, c'est ce dernier qui était sévèrement frappé. Les nazis respectaient (un peu) ceux que protégeait la Croix-Rouge.

MON PLUS BEAU CADEAU DE NOËL

Vint Noël 1944.

Le 24 décembre, nous arrivions au camp, de retour du travail, à pieds, après le pénible trajet en péniche. J'aperçus au bord du chemin une planche mince, à demi-cassée. Je la saisis au passage pour achever de la partager et la glisser sous ma veste. Il s'agissait, le soir, de faire du feu pour ne pas geler complètement dans notre baraque en bois, alors que la température extérieure variait de moins 20 à moins 30 degrés centigrades. Un fourneau trônait bien dans la pièce. Il ne nous manquait que le combustible. Alors nous rapportions ce que nous pouvions : petits morceaux de bois, de charbon. Ce bout de planche constituait une aubaine.

Las ! Le chef de camp, un allemand condamné aux travaux forcés à perpétuité pour assassinat, et qui dirigeait les kapos, m'avait aperçu. Il hurla "sabotage" et se jeta sur moi.

Il avait toujours avec lui une lourde canne à section carrée et commença à me frapper. Heureusement, notre interprète entendit. C'était un jeune garçon d'une vingtaine d'années, René Hirt, originaire de Strasbourg. Il avait refusé de servir dans l'armée allemande et, de ce chef, s'était retrouvé en camp de concentration. Comme il parlait l'allemand aussi bien que le français, il exerçait les fonctions d'interprète, ce qui lui permit de rendre d'innombrables services aux déportés français, souvent à ses risques. Il arriva rapidement, tenta de retenir Rolf - le kapo - parvint à le faire lâcher prise et me cria :

- «Sauve-toi... sauve-toi...»

Je m'enfuis, non sans entendre Rolf proférer :

- «Ca ne fait rien... j'ai son numéro. C'est le 39.929. Il sera pendu !»

Je connus une assez mauvaise nuit. Je savais que le motif de sabotage entraînait la peine de mort. Assimiler le bris d'une mince planche, déjà endommagée, à du sabotage

peut paraître invraisemblable. Les kapos avaient tous les droits... Nul ne mettrait en doute la parole de Rolf.

Me tournant et me retournant dans mon lit cependant que Pierrot Vallerin, épuisé, dormait profondément, je me demandais si, avant la pendaison, j'aurais le temps de dire quelques mots et lesquels ? Fallait-il crier : "Vive la France" ou bien "A bas le nazisme" ou "A bas Hitler" ? De toutes manières, je ne pourrais pas dire les trois... ni même deux seulement.

Puis j'évoquais mes parents, mon frère, mon père, ma femme. C'est en priant ma mère qui m'avait tant aimé, que je finis par trouver le sommeil.

Le lendemain, 25 décembre, pas de travail. Le réveil eut lieu plus tard qu'à l'ordinaire. A dix heures, réunion de tout le kommando entre les baraques pour l'habituel et interminable appel. Deux heures durant, les kapos nous comptèrent et nous recomptèrent. Nous étions debout dans la neige. La température atteignait moins vingt degrés. Heureusement, le vent aigü qui balayait fréquemment ces plaines de la Weser ne se manifestait pas. De temps en temps, un homme tombait. Les kapos le frappaient jusqu'à ce qu'il se relève et ses voisins s'efforçaient de le soutenir discrètement.

C'est ce matin là que je dus avoir les pieds gelés. Comme la plupart de mes camarades, je n'avais plus de chaussures. Les espèces de galoches à semelles de bois et tiges de tissu qui m'avaient été données à l'arrivée n'étaient plus qu'un souvenir. Je m'enveloppais les pieds dans le rude papier kraft des sacs de ciment avec, en guise de semelle, un petit bout de planche et fixais le tout à l'aide de fils de fer trouvés sur le chantier. De telles savates n'étaient pas d'une grande protection. Le fil de fer finissait par couper les feuilles mouillées et s'incrustait dans la peau jusqu'à couper la chair.

J'étais abruti par une nuit d'insomnie et ne pensais plus à rien, sinon à remuer les doigts qui me faisaient mal, à me "reposer" d'une jambe sur l'autre pour soulager la douleur

de mes reins flagellés deux mois auparavant.

Enfin arriva midi. On nous renvoya dans les baraques.

Je m'apprêtais à regrimer sur mon lit lorsque René Hirt, l'interprète, arriva sur le seuil et m'appela. Je vins vers lui.

- «J'ai vu ta feuille de pendaison, me dit-il, elle était dans le bureau du "Schreiber", le secrétaire du camp.»

Après une petite pause il ajouta :

- «Je l'ai prise et je l'ai mangée.»

Je me sentis fondre. Je n'eus que la force de murmurer un timide merci à celui qui venait de me sauver la vie en risquant la sienne, car s'il avait été surpris il m'aurait certainement accompagné à la potence.

Aujourd'hui encore, son geste reste le plus beau cadeau de Noël qui m'ait été offert.

J'eus tout de même la chance de le remercier mieux, beaucoup plus tard.

Pour le quarantième anniversaire de la libération de notre camp, un pèlerinage avait été organisé, comme chaque année. Mais, cette fois, nous devions procéder à l'inauguration du Haut-relief en bronze que j'évoquais au début de ces confessions. Le Général Pierre Brunet - Capitaine en 1944 - qui avait négocié l'installation de cette œuvre avec les sénats de Brème et de Hambourg prononça l'allocution inaugurale. Puis il nous appela, René Hirt et moi, car je lui avais demandé de me donner la parole.

Devant toute la presse allemande, je pus dire ma gratitude à notre ancien interprète, rappeler mon sauvetage, son geste courageux. Il était aussi ému que moi. Tous les journaux s'en firent l'écho.

LES POUX

Dans ce même après-midi de Noël, quelques heures de répit nous furent accordées. Pas de nouvel appel de corvées. Les kapos s'étaient réunis dans une baraque où ils organisaient une petite fête... avec du ravitaillement prélevé sur nos maigres pitances. Moyennant la promesse d'un peu de nourriture ils avaient attiré, pour se distraire, quelques détenus chanteurs, un jongleur. Si aucun résistant ne répondit à leur offre, se présentèrent quelques autres détenus pour des motifs peu avouables. Quant à nous, nous bénéficions d'une petite trêve.

Délibéré de l'angoisse qui m'avait étreint depuis la veille, j'avais très sommeil mais à cause de mon fâcheux précédent je n'osais pas faire la sieste. Je décidais de me livrer à une besogne qui nous occupait tous, dès que nous en avions le loisir : la chasse aux poux.

Les poux étaient l'obsession du camp et des kommandos. Malgré le rasage total à l'arrivée, malgré la douche qui suivait, ponctuée par des aspersion d'insecticides, les nouveaux arrivants étaient colonisés par ces indésirables bestioles en moins de vingt-quatre heures.

On n'imagine pas la quantité de "morpions" qui pouvaient nous envahir. Ils se fourraient dans tous les plis et replis de nos vêtements de fibrane, tout particulièrement le long des coutures où ils étaient si serrés qu'on pouvait croire à des points supplémentaires d'un gros fil gris

C'est très simple : lorsqu'une chemise était posée, on la voyait presque imperceptiblement mais sans discontinuer s'animer. Ces poux de toutes variétés contribuaient encore à nous affaiblir car ils se nourrissaient de notre sang. Ce sont eux qui, à plusieurs reprises, provoquèrent des épidémies de typhus au camp même ou dans des chantiers. Deux ou trois fois vinrent dans les divers kommandos des voitures de désinfection. Les vêtements étaient stérilisés... très provisoirement. Dès le lendemain, ils étaient de nouveau

infestés. Et l'on ne pouvait même pas se gratter pour lutter contre les démangeaisons. Si l'on était surpris à le faire, on recevait des coups !

Ainsi, un jour, Jean Le Bris fut frappé par un S.S. parce qu'il avait des poux. Pourquoi lui et pas les autres qui en avaient tous ? Il ne dit rien mais il mijota sa vengeance. Un dimanche après-midi où il ne travaillait pas, il se mit à épouiller consciencieusement sa chemise. Il recueillit ainsi plus de 800 "morpions". Au lieu de les tuer en les écrasant, comme à l'habitude, il les déposa dans une boîte de pastilles Valda qu'il avait découverte au déblaiement et qu'il avait conservée parce qu'il s'agissait d'une boîte "française" avec des inscriptions dans notre langue.

Le lendemain, alors qu'il se rendait au travail avec son équipe, le S.S. brutal passa près de lui. Jean Le Bris, discrètement, ouvrit sa boîte et lança les 800 poux sur la capote du S.S.

Il eut la joie, sur le chemin du retour, de voir l'allemand se gratter à plusieurs reprises.

- «Je sais bien, commentait-il, qu'il avait la possibilité de changer de vêtements, de prendre une douche. Mais j'étais tout de même bien content !»

L'ANNIVERSAIRE DE PIERROT

Dans le courant de janvier, je connus une autre grande frayeur. C'était à l'occasion de l'anniversaire de mon camarade de lit, Pierrot Vallerin. Il allait avoir 20 ans.

Quel cadeau pouvais-je lui remettre alors que nous n'avions rien ?... Rien !

Il existait un kommando dit "de la carrière" où les déportés devaient extraire des blocs de pierre. Une voie de chemin de fer, en surélévation, longeait ce chantier. Des wagonnets circulaient sur les rails emportant les matériaux, les outils. Or, de l'autre côté de cette voie se trouvait un silo de pommes de terre. A plusieurs reprises, des concentrationnaires avaient pu franchir cette ligne et rapporter quelques précieux tubercules. Il suffisait d'échapper à la surveillance de deux sentinelles allemandes.

Je demandais à un membre de ce kommando d'échanger mon poste avec le sien, pour 24 heures, après m'être assuré qu'un de ceux qui connaissaient la présence du silo m'accompagnerait.

Grâce à René Hirt, Pierrot Vallerin put rester dans la baraque en prétextant un début d'angine.

Il était quelquefois (selon l'humeur des kapos) possible de manquer le travail un jour. Cette exception n'était valable que pour 24 heures. Le lendemain, il restait à choisir entre le travail et l'infirmerie. L'infirmerie, l'antichambre de la mort.

Pierrot me donna son pantalon et je partis avec deux pantalons passés l'un sur l'autre et une provision de fils de fer.

En arrivant à la carrière, il faisait heureusement encore grand nuit. Aussitôt, avec le camarade que j'avais contacté, je partis vers le silo. D'abord, il fallait parvenir au pied d'un transformateur, au bord de la voie. Ensuite, attendre le moment favorable. Les deux sentinelles effectuaient des aller et retour constants, tantôt l'une vers l'autre, tantôt

s'éloignant l'une de l'autre, se tournant alors le dos. C'est à cet instant qu'il fallait franchir la voie en silence.

Le silo, de l'autre côté, se trouvait tout près.

Sans faire de bruit, nous avons dégagé la couverture de gazon pour découvrir les pommes de terre. J'ai, à ce moment là, posé mon pantalon et noué un fil de fer sur le bas des jambes du pantalon de Pierrot. Après avoir garni les jambes de quelques patates, j'ai serré un fil de fer au dessus. D'autres fils de fer, au dessus des genoux, permirent de maintenir le long de mes cuisses d'autres tubercules.

Il ne restait qu'à remettre mon pantalon pour qu'on ne puisse pas trop voir les renflements suspects. Après avoir soigneusement rebouché le silo, nous sommes partis.

C'est en refranchissant la voie que mon sang se glaça. Une pierre avait roulé. Les deux sentinelles s'arrêtèrent, se retournèrent, s'interpellèrent. Plus un bruit. Nous étions blottis au pied du transformateur. Au bout de quelques éternelles secondes, les allemands reprirent leur patrouille. Nous pûmes, toujours dans la nuit, gagner nos postes de travail.

Le soir, grâce à un peu de bois rapporté par les camarades, je pus faire cuire ces pommes de terre. J'avais conservé ma ration de margarine des deux jours précédents plus celle de la journée et celle de Pierrot. En tout : 60 grammes !

Mon jeune ami m'assura qu'il n'avait jamais dégusté une purée avec autant de plaisir.

L'histoire du silo devait se terminer tragiquement. Des russes avaient appris son existence. Ils s'y rendirent... et omirent de reboucher correctement l'ouverture par laquelle ils avaient puisé... Le propriétaire s'en aperçut et signala le fait.

Le lendemain, deux autres russes allèrent aux provisions. Les sentinelles, averties, les surprirent. Deux coups de feu claquèrent.

L'un des russes eut la "chance"... d'être tué sur le coup. L'autre agonisa en gémissant pendant toute la journée avant d'être achevé d'un coup de baïonnette, le soir, au moment du retour.

Je n'étais plus au kommando de la carrière. J'avais rejoint celui du terrassement. Cependant, pendant plusieurs nuits, je me suis réveillé en sursaut, rêvant que je faisais rouler une pierre en traversant la voie.

Peu de temps après, je pris une angine. Cela m'était arrivé fréquemment dans mon enfance. Quatre ou cinq fois par hiver, même dans les autres saisons plus clémentes, ma gorge enflait. J'avais la tête en feu, une très forte fièvre. En quarante huit heures, tout était terminé. Quelques gargarismes, un peu d'aspirine en venaient aisément à bout. Un médecin estima que la cause de ces fréquentes inflammations était la fragilité de mes amygdales et conseilla leur ablation. Ce qui fut fait. J'avais treize ans.

Effectivement, je n'eus pratiquement plus d'angine. Mais lorsqu'elles survenaient, je souffrais beaucoup plus. Le fièvre était bien moindre ; toutefois à 38 degrés, j'éprouvais de violentes céphalées, j'étais incapable de me mouvoir et je devais rester alité pendant plusieurs jours.

En camp de concentration, il ne s'agissait pas de manquer le travail pendant plus de 24 heures pour cause de maladie. L'infirmerie, où les "rations" de nourriture étaient encore inférieures au peu qui nous était journallement remis, où les remèdes étaient inexistantes, où les malades, déjà affaiblis terriblement, achevaient de mourir rapidement, n'était que la dernière et brève station avant le four crématoire.

Nous le savions tous. Je me sentais menacé par ce début d'angine. J'avais entendu dire que, parfois, on la soignait avec des applications glacées. Je décidais de tenter le tout pour le tout. Je posais ma chemise pour aller la tremper au lavabo à quelque vingt mètres de la baraque. Les

sentinelles allemandes, du haut des miradors, tiraient sans sommation sur tout ce qui bougeait à l'intérieur du camp durant la nuit.

J'ouvris avec précaution la porte, pris mon élan, ma chemise à la main. J'entendis claquer le coup de feu. Manqué. Je m'engouffrais dans le lavabo, mouillais copieusement ma chemise. Il fallait revenir et je savais que la sentinelle m'attendait. Heureusement, il existait plusieurs portes. J'ouvris celle par laquelle j'étais entré... et je sortis par une autre aussi vite que je le pouvais. Le guetteur me manqua une nouvelle fois.

Il faisait si froid - environ moins trente degrés centigrades - que dans mon court trajet la chemise avait gelé...

Je la plaçais autour de mon cou et je m'endormis.

Le lendemain matin, je me réveillais guéri. La gorge ne me faisait plus mal du tout. Plus de fièvre. J'étais seulement un peu flageolant mais je pus me rendre au chantier.

J'avouerais cependant que, plus tard, revenu en France, lorsque j'ai contracté des angines, j'ai préféré me soigner avec les remèdes classiques et rester alité pendant quelques jours, plutôt que de tenter à nouveau ce "remède" de cheval, bien que celui-ci m'ait sauvé la vie.

Une fois de plus

INTERDICTION DE MOURIR

Ce mois de janvier 1945 fut terrible. L'avance des armées alliées augmentait la rage, la hargne de nos bourreaux. Lors de la contre-attaque allemande des Ardennes, à la mi-décembre, nos tortionnaires qui, jusqu'alors ne parlaient guère des nouvelles du front, se firent un malin plaisir de nous annoncer que, bientôt, la France serait à nouveau occupée, les américains jetés à la mer, l'Angleterre détruite. Brusquement, en janvier, ils redevinrent particulièrement odieux, ce qui réconforta la plupart d'entre nous.

D'autres subissaient mal ce renforcement de rigueur, ne comprenant pas qu'il était motivé par de nouvelles défaites de l'armée du grand Reich

Un jour, quelques camarades me parlèrent d'un certain "Fonfon" qui désespérait. Or, celui qui perdait l'espoir était voué à une mort rapide. Seule la foi en l'avenir nous maintenait.

Qui était ce "Fonfon" ? Un résistant ? Un "politique" ? Un "droit commun" ? Les nazis, pour tenter d'avilir ceux qui s'étaient battus pour la liberté avaient dirigé dans les mêmes camps de concentration des voleurs, des assassins, des trafiquants, des proxénètes... qui n'étaient pas toujours les plus mal traités. Ainsi, à Neuengamme et dans notre kommando de la Kriegsmarine se trouvait un ex-employé de la Gestapo de Lyon.

Originaire d'Afrique du Nord, il travaillait au siège même des bourreaux, place Bellecour. Un jour, des officiers S.S. constatèrent qu'on prenait de l'argent dans leurs portefeuilles laissés avec leurs vêtements au vestiaire. Ils demandèrent au docteur Edmond Locard, directeur du laboratoire de police de Lyon, et résistant ce que, bien sûr les allemands ignoraient, de tendre un piège au voleur.

Le docteur me l'a expliqué lui-même lorsque, devenu chroniqueur judiciaire au Soir de Lyon puis au Progrès,

j'étais allé l'interwiever. Il imprégna les billets d'une poudre très fine, invisible, dont j'ai oublié le nom. Peut-être était-ce de l'alumine ? Je ne garantis rien.

Après une nouvelle disparition d'argent, tous les employés furent soumis à un examen de leurs mains. Sur les doigts de Ahmed B. furent retrouvées des traces de cette poudre. Il avoua et fut envoyé à Neuengamme. J'ai déjà cité le cas de Robert C..., chef d'équipe au P.P.F., voleur et escroc. Nous étions donc méfiants vis à vis de ceux que nous ne connaissions pas. Mes camarades m'assurèrent que "Fonfon" était un brave garçon, sûrement ni un traître, ni un droit commun.

Pendant l'heure du "casse-croûte" de midi - pour les ouvriers allemands et les S.T.O., car les concentrationnaires n'avaient rien à manger - les prisonniers bourraient de bois de chauffage des "cubilos". Nous nommions ainsi de grands récipients métalliques, troués sur le côté, pour que nous puissions au moins un peu nous chauffer. Auprès d'un de ces poêles de fortune on amena ce garçon en me demandant de le réconforter. Quelqu'un - je crois que c'est Georges Mathieu, ou peut-être Henri Rosset - me le présenta en me disant :

- «Il a le cafard...»

Ma réponse fit sursauter "Fonfon".

- «Il a le cafard ? On s'en fout ! Il est là pour quoi ? Pour vol ? Pour marché noir ?»

- «Moi ? J'étais résistant. Je travaillais pour deux chefs : à Lyon et dans la forêt de Lent (dans l'Ain). J'étais agent de liaison.»

- «Ah oui ? Alors tu levais des boîtes aux lettres ?»

- «Oui.»

- «Où çà ?»

C'était la première fois, je crois, que nous évoquions une action précise. Toujours nous retenait cette défiance malade. "Fonfon" était "au bout du rouleau". Il répondit :

- «J'allais rue de la Platière...»

- «Ah ? Au numéro 7 ?»

Un peu surpris, il acquiesça :

- «Oui...»

- «Et c'est tout ?»

- «Oui...»

- «Alors tu es un menteur !»

- «Comment ?»

- «Oui. Celui qui venait de l'Ain pour lever la boîte
7 rue de la Platière prenait du courrier ailleurs...»

- «Rue de la République.»

- «C'est cela. A quel numéro ?»

- «Au numéro 13.»

- «Oui, et je précisais sa réponse : c'était chez le
Docteur Brunat !»

Fonfon en demeura sans voix. J'ajoutais : «Et rue de la
Platière, c'était chez Robert Debard, dit "Bob".»

Il ouvrit la bouche plusieurs fois sans mot dire, comme
un poisson hors de l'eau et enfin s'exclama :

- «Alors... Diogène... c'était toi ?»

C'était en effet un de mes pseudos. Je m'adressais à
nouveau à Fonfon :

- «Je te crois, maintenant. Toutefois, je te préviens :
puisque tu étais résistant, je t'interdis de mourir avant que
les allemands soient à genoux. Tiens-le toi pour dit... si tu
meurs avant... je te file une trempe !»

Personne ne pensa à sourire. Fonfon retrouva le moral.
Il tint le coup jusqu'à la libération et même beaucoup plus
tard. J'appris son décès en 1992.

Autour du cubilo, après mon apostrophe, nous nous
étions remis à parler de cuisine... Nous qui n'avions rien à
manger, nous échangeions de mirifiques recettes, la plupart
du temps ahurissantes, où se mêlaient des kilos de beurre,
des litres de crème, des douzaines d'œufs très frais, de la
farine très blanche "blutée à 70 %", des volailles toujours
de Bresse, des foies gras toujours des landes, des truffes
toujours noires et du Périgord.

Ce jour là, donc, Fonfon me promet au retour des rutabagas au lard. Il expliquait :

- «Dans une marmite en fonte, bien culottée, une bonne dose de beurre doux très frais ; par dessus, des tranches fines de lard demi-sel, bien entrelardées : moitié rouge, moitié blanc ; ensuite un lit de rutabagas bien fermes, émincés, puis à nouveau une couche de lard, une autre de rutabagas. Trois ou quatre couches comme cela. On pose la marmite couverte sur le feu et on fait cuire doucement, que ça mijote longuement pendant au moins deux heures et demie. Au dernier moment, on ajoute une bonne dose de crème fraîche liquide et on sert aussitôt !»

C'était sans doute les rares morceaux de rutabagas découverts de temps à autre dans la soupe qui lui avaient donné cette idée. Mon Dieu !... après avoir été soumis au régime concentrationnaire, on pouvait bien trouver ce ragoût mangeable. Il tint sa promesse après notre retour et m'invita à goûter sa recette. Il épiait ma réaction à la première bouchée. Je m'en tirais d'abord par un «c'est chaud !» convaincu.

- «Oui, me dit-il enchanté. C'est plus chaud qu'à Neuengamme.»

Je faillis enchaîner par : «et c'est moins mauvais !».

Je réussis à ravalier mes mots et à les transformer en :

- «Et c'est meilleur !»

Fonfon avait l'air très fier de lui.

LE MIRACLE DU VENDREDI SAINT

Malgré le peu d'empressement au travail des prisonniers de guerre et des déportés, le chantier avançait. La gigantesque usine, aux trois-quarts enterrée, qui devait être utilisée pour la réparation des sous-marins prenait corps. Bien qu'elle ne soit pas tout à fait terminée, les constructeurs décidèrent de la rendre opérationnelle. Le long des côtes de France et de Belgique, leurs installations de radoub étaient les unes après les autres occupées par les alliés.

Commencèrent les derniers travaux en vue de faire communiquer le bâtiment avec la Weser. En particulier, on vit planter dans le sable un grand nombre de tubes d'acier, d'une quarantaine de centimètres de diamètre. A quoi devaient-ils servir ? Je n'en sais rien. Un jour, un contre-maître vint me chercher. L'un des tubes était incliné. D'après les indications de l'allemand, il fallait le redresser en continuant à l'enfoncer. Un câble d'acier avait été fixé au sommet et je devais le tenir tendu, grâce à un enrouleur qui pouvait être bloqué. Cependant, un petit train charriant le ciment circulait sur des rails, coupant la ligne et le câble. A chaque passage, il me fallait lever le taquet de maintien, détendre le câble pour laisser passer le convoi et aussitôt retendre le plus fortement possible.

Vers la fin de la matinée, un prisonnier portant un sac s'approcha de moi, s'arrêta pendant quelques secondes, feignant d'assurer son fardeau sur ses épaules et me glissa :

- «Il ne faut pas qu'ils puissent redresser le tuyau. Bloque le câble devant la machine.»

Et il s'en alla.

Un peu après, voyant arriver la locomotive, je maintins solidement le taquet. Le choc fut extrêmement violent car le convoi était lourdement chargé. Je fus projeté à terre. Le tube se couda. J'entendis le rugissement du contremaître responsable :

- «Sabotage... sabotage...»

J'étais glacé. L'allemand se précipitait vers moi...

C'est alors qu'intervint le miracle. Nous étions le 30 mars 1945, le jour du Vendredi-Saint. Toutes les sirènes de Brême se mirent à hurler. C'était la "flieg alarm", la grosse alarme. Déjà nous entendions ronronner les forteresses volantes.

En vociférant les ouvriers allemands, accompagnés des travailleurs étrangers, S.T.O. et autres, se précipitèrent vers leurs abris antiaériens. Les prisonniers gagnèrent leurs refuges type "Croix Rouge", sortes d'œufs gigantesques posés style Christophe Colomb. Quant à nous, les "rayés", nos kapos nous ordonnèrent de rester dans la base sous-marine. Tout autour s'installèrent les S.S. couchés, armes automatiques en batterie vers les bâtiments pour le cas où nous aurions tenté de fuir.

Je ne sais combien de vagues se succédèrent. Ce fut un bombardement apocalyptique, pire encore que celui de Brême en novembre. Des sifflements quasi ininterrompus d'arrivées de projectiles, des explosions en rafale avec, au cœur des roulements, des détonations, les déflagrations plus formidables encore de bombes d'énorme calibre, destinées à percer la toiture en béton armé de plusieurs mètres du bunker.

J'étais dans un couloir de l'usine en compagnie de Bonnefoy, arrêté alors qu'il était Préfet de la Région Rhône-Alpes et d'Olivier, un officier de marine. Tout à coup arriva sur nous un projectile. C'était terrible, ce mugissement métallique, ce déchirement de l'air qui descend sur vous, s'amplifie à une vitesse vertigineuse.

Tous trois, nous fîmes le signe de croix... et nous nous retrouvâmes à une vingtaine de mètres l'un de l'autre, dans le sable au bord du bâtiment éventré. Nous n'avions pas entendu l'explosion. Par contre, nos vêtements avaient souffert. Mes lunettes - lunettes rafistolées avec du fil de fer - avaient été emportées par le souffle, ainsi que mon

béret vert ; une manche de ma veste avait été arrachée... et nous n'avions pas la moindre égratignure ! Bonnefoy retrouva ma coiffure et mes lunettes dont les verres étaient intacts ; je pus récupérer ma manche de veste... ouverte.

Je ne sais combien d'heures dura le bombardement. Ce fut interminable mais nous n'avions même plus peur. Nous savions qu'il s'agissait d'un épisode de la lutte pour la liberté, la nôtre, celle de tous les peuples opprimés par les nazis. Qu'on me pardonne cette grandiloquence, nous le pensions de tout notre cœur.

Après le signal de fin d'alerte, on nous fit sortir. Le soleil à l'ouest s'approchait de l'horizon. Un des abris dans lequel s'étaient réfugiés les ouvriers avait littéralement explosé, détruit par une énorme bombe. L'usine elle-même touchée très sévèrement, était devenue inutilisable. Des trous béants du plafond éventré malgré son épaisseur pendaient, araignées grotesques, les fers qui l'armaient.

L'attaque avait fait de nombreux morts chez les allemands et pratiquement pas chez les concentrationnaires, cependant exposés dans la cible même.

Les S.S. nous regroupèrent et, par petites équipes, nous firent participer au ramassage des blessés, au transport des cadavres.

Tout à coup, je vis un homme horriblement atteint. Il s'agissait d'un jeune français originaire de la zone annexée par Hitler, engagé dans les S.S. et qui était pour nous une véritable terreur.

Non seulement il ne s'exprimait qu'en allemand mais ne tolérait pas qu'on lui adresse la parole en français. Les coups pleuvaient alors : coups de botte, coups de crosse de mitraillette.

Un jour, il s'en était pris à un "vieux" d'une soixantaine d'années (qu'on m'excuse : j'avais alors vingt-cinq ans) qui ne travaillait pas assez, selon lui. Cet homme était le maire d'une petite commune de la Drôme. Le S.S. n'avait pas son arme avec lui. Il frappa le sexagénaire à coups de

pied, à coups de poing, vociférant qu'il le ferait crever au travail. Je ne pus m'empêcher de dire à voix haute :

- «Noch ein monat...» (encore un mois !)

Furieux, le S.S. se tourna vers moi :

- «Ein monat... ein monat...»

et s'en alla.

Mes camarades s'exclamèrent : «Tu es fou... il est allé chercher sa mitraillette... il va te tuer s'il te retrouve.»

Et ils s'employèrent à me rendre méconnaissable. L'un d'eux coiffa mon béret basque dont j'étais très fier, que j'avais découvert au cours des travaux de déblaiement, pour me l'échanger contre son béret vert tricoté ; un autre prit mes lunettes qu'il dissimula dans sa poche ; un troisième me donna sa veste et passa la mienne, risquant d'être massacré à ma place au cas où le S.S. aurait relevé mon numéro.

Il revint, en effet, avec sa mitraillette, le S.S. enragé. Il nous dévisagea l'un après l'autre en répétant en allemand :

- «Où est celui qui a des yeux, sinon je vous tue tous...»

Cette expression allemande "qui a des yeux" correspond, en français, à "celui qui a quatre-z-yeux".

Personne ne broncha. De plus en plus énervé, le S.S. passa et repassa parmi nous, donnant ici et là des coups de crosse pour finalement s'en aller en proférant :

- «Je le retrouverai... encore un mois... On verra bien s'il attendra encore un mois !»

Mes camarades, enfin soulagés, insistèrent pour que mon camouflage soit maintenu :

- «Tu as bien entendu, il va nous surveiller. Reste comme tu es !»

De fait, chaque jour, parfois matin et soir, le S.S. revint examiner les hommes du kommando en répétant :

- «Je le retrouverai !...»

Ce n'est que plusieurs jours - peut-être deux semaines - plus tard que je remis mes lunettes qui me manquaient, et que je posais à nouveau à chaque apparition su S.S.

En ce jour du Vendredi-Saint, après ce terrible bombardement il était là, sous mes yeux, cet ennemi implacable, ce français traître, impitoyable, au service des nazis. Il avait les bras et les jambes broyés, la mâchoire inférieure arrachée, la langue coupée, un œil pendant hors de l'orbite. Il n'était cependant pas encore mort. Son œil unique vivait. Il respirait.

Il faut avoir vécu l'horreur des camps de concentration pour admettre ce que je fis à ce moment. Auprès de mes camarades, je repris tout ce qui me distinguait auparavant : ma veste, mon béret basque, mes lunettes.

Je revins vers mon S.S.. Je me penchai sur lui et je suis certain, absolument, qu'il me reconnut. Et je lui dis :

- «C'est en français que je te parle, car tu es né français. C'est ta langue maternelle. Tu me reconnais, je l'ai vu. Je t'avais dit, alors que tu frappais un vieillard qui ne pouvait pas travailler plus vite : "encore un mois". Tu es allé chercher ta mitraillette pour me tuer. Ta mitraillette, elle est là. Elle est toute cassée et, même si elle ne l'était pas, tu ne peux plus t'en servir. Tu es un traître, tu es la honte de ton pays et tu vas crever. Et Hitler, ton dieu, va crever aussi. La France va gagner la guerre et les nazis pourris vont payer pour leurs crimes. Tu n'en as même plus pour un mois maintenant. Tu vas crever sous mes yeux, toi qui voulais me tuer.»

Je m'en fus un peu plus loin relever d'autres blessés. Je revins vers lui un peu après. Il sembla faire un effort, souleva à peine sa tête mutilée qui retomba. Il était mort.

Je n'arrive pas à ressentir un sentiment de culpabilité à son égard, même encore à présent. C'était le renégat le plus abominable qui puisse exister Etre subjugué, dans son pays, par un aboyeur convaincant, cela peut à la rigueur se comprendre pour des personnes sous douées. Mais s'engager dans l'arme la plus avilissante pour détruire sa propre patrie, pour assassiner ses frères non, je ne pouvais, je ne peux pas l'admettre.

Si, encore une fois, j'avais échappé à cet être malfaisant, c'est grâce à la solidarité qui unissait les concentrationnaires. Le mot lâché presque malgré moi, devant ce tortionnaire d'une personne qui aurait pu être son grand-père, avait failli me coûter la vie.

Le ramassage des victimes terminé, les kapos, les S.S. les soldats de la Wehrmacht, plus furieux et plus méchants que jamais, avaient repris les choses en main. Certaines des péniches utilisées pour nous transporter du camp au lieu de travail et inversement avaient été coulées.

On nous fit mettre en rang par cinq - zu fünf - pour nous faire embarquer un peu plus loin et regagner nos baraques.

Pendant ce trajet à pieds, nous longions la Weser. Des projectiles étaient tombés dans le fleuve. Des poissons avaient été projetés sur la rive par les explosions. Une brème qui pouvait bien peser deux kilos gisait tout près de notre passage. Un tzigane, au premier rang de la colonne, fit un petit écart pour la ramasser. Un coup de fusil claqua. Le soldat allemand qui avait tiré acheva le tzigane d'un coup de baïonnette en déclarant :

- «Tentative d'évasion...»`

Les derniers de la file emportèrent le cadavre jusqu'au camp où nous eûmes droit à une palabre gutturale sur les dangers d'une tentative d'évasion car, bien entendu, le prétexte invoqué par le tireur fut retenu.

De toutes façons, tous ceux qui nous encadraient - y compris les bandits de grand chemin qu'étaient les kapos - avaient droit de vie et de mort sur nous. Nous avons vu un jour le kapo doyen du camp frapper avec la plus extrême violence, avec sa lourde canne carrée, un russe qui avait commis le "crime" de partager en deux une couverture, pour se protéger du froid, par moins vingt-cinq degrés centigrades.

Le pauvre garçon fut achevé par le cent septième coup !

En arrivant au camp, ce soir du Vendredi-Saint, j'aperçus l'étoile du Berger.

Le lendemain du bombardement, le retour au chantier nous permit de mesurer l'ampleur du succès des avions alliés. Tout espoir de remise en route était devenu vain. Nos derniers jours de travail furent occupés à des déblaiements.

Un matin du début d'avril, au lieu de nous diriger vers l'usine, les S.S. nous conduisirent à la gare. Pour où ? Par la suite, nous avons pensé qu'ils voulaient nous emmener vers Lübeck et la baie de Neustadt où 7000 concentrationnaires périrent noyés ou massacrés à la mitrailleuse pour ceux qui tentèrent de regagner la rive à la nage. Ou peut-être nous destinaient-ils au mouvoir de Bergen-Belsen. Obéissant à l'ordre d'Hitler de faire disparaître toute trace des camps de la mort, nos bourreaux entendaient nous soustraire à la vue des armées alliées. En vain. A tout instant, il fallait stopper le convoi pour laisser place à des trains prioritaires. Ou changer de direction. Nous allions vers le nord... l'armée russe avançait vers nous. Cap au sud... c'était l'approche des troupes anglaises. De temps en temps, des avions alliés mitraillaient les wagons qui ne portaient aucun signe distinctif.

Lors de ces attaques, les S.S. et les soldats qui nous gardaient sautaient hors du train et, tapis dans les fossés en bordure de la voie, pointaient leurs armes dans notre direction... en cas de tentative d'évasion.

Nous étions tellement affaiblis que nous pouvions à peine nous tenir sur nos jambes. A plusieurs reprises, des déportés furent tués ou blessés par des balles amies. Dans mon wagon, traversé à diverses reprises, un seul homme fut atteint. Il était déjà mort de faim.

Pendant ce transport de plusieurs jours, nous n'avions rien à manger. Nos gardiens nous firent descendre une seule fois en bordure des rails, nous n'avons jamais su pourquoi : j'en profitais - et d'autres avec moi - pour me "nourrir" d'un peu d'herbe et notamment de deux gros pissenlits... pleins de sable !

LE MOUROI DE SANDBOSTEL

Finalement, au terme de ce voyage-hésitation, on nous débarqua dans une gare, probablement celle de Brillit. On nous fit grimper dans des camions pour nous diriger sur le camp de Sandbostel, un camp de prisonniers dont une partie avait été évacuée pour nous recevoir. Il devait devenir le "mouroir de Sandbostel"

Le typhus ne tarda pas à se déclarer. Certes, la plupart des déportés ayant effectué leur service militaire avaient été vaccinés. Ils avaient reçu le "triple associé" : typhus, typhoïde, tétanos. Leur état de faiblesse était tel que la maladie les frappait quand même. Je fus peut-être le seul à l'éviter... après avoir failli mourir... d'un excès de vaccin.

Lorsque j'avais été incorporé, affecté au 4^{ème} régiment de zouaves à Casablanca, j'avais subi une première injection au camp Sainte Marthe, à Marseille, avant la traversée en bateau. Au corps, je reçus les rituelles trois piqûres, à quelques jours d'intervalle. Piqûres pas très agréables, car les "infirmiers" n'avaient nul souci de nous éviter la douleur. L'aiguille était gaillardement plantée dans l'épaule, l'injection faite d'un seul coup au lieu d'être lentement distillée. Quelques mois plus tard, je devais rejoindre l'école des officiers de réserve. Avant la traversée, nouveau vaccin. Arrivant à l'école, je crus bon d'annoncer au major :

- «J'ai déjà été vacciné cinq fois !»

Il crut à une tentative de me dérober à cette épreuve et me planta l'aiguille dans l'épaule. Je perdis connaissance.

Lorsque je revins à moi, le surlendemain, j'entendis un général médecin déclarer au major :

- «Vous pouvez faire des prières pour qu'il revienne à lui sans quoi il vous en cuira !... Je sais, il vous a parlé de cinq piqûres, mais vous auriez pu attendre l'arrivée de ses papiers... quitte à le flanquer aux arrêts s'il vous avait menti !»

Quelques jours plus tard, je quittais l'infirmierie pour suivre les cours d'E.O.R. Je pense encore que, si je n'ai pas succombé au typhus à Sandbostel, c'est grâce à ce médecin... qui avait failli me tuer.

Les morts se multipliaient dans le camp. Un énorme tas de cadavres grossissait sans cesse. Le même jour, je vis disparaître trois amis.

Le premier fut Georges Mathieu, un postier lyonnais. Prisonnier de guerre évadé, il avait repris son travail aux P.T.T. dans sa ville, participant activement à un réseau de résistance. Dénoncé, il s'était retrouvé à Neuengamme puis à la Kriegsmarine à Brême, enfin à Sandbostel. Ce jour là, vers la mi-avril 1945, au début de l'après-midi, il était assis à même le sol. Il m'appela afin que je l'aide à s'allonger. Je me mis à genoux derrière lui pour le soutenir. Une fois étendu, il me dit :

- «Merci... ça va mieux... je suis bien...»

Il poussa un profond soupir... c'était fini.

Je demandais à mes camarades de m'aider à transporter son corps sur le tas de cadavres et je m'assis sur lui pour empêcher qu'il soit victime d'actes de cannibalisme.

Quelques russes et quelques italiens éventraient, en effet, les morts pour manger leur foie et leur cœur... tout ce qui restait "consommable" (qu'on me pardonne) dans leur squelette.

Lorsque je fus entouré jusqu'aux épaules d'autres trépassés, je me dégageais, tirais d'autres dépouilles sur la sienne et revins au baraquement.

Un peu après, c'est Pierrot Vallerin qui voulut se coucher. Aussitôt, il n'eut que le force de me dire :

- «Merci... ça va...»

Mort à son tour. Derechef, il fallut le mettre sur le charnier... qui n'était guère plus qu'un ossuaire. Après un nouveau tour de garde au cours duquel je dus me défendre moi-même contre les dépeceurs, je repris place sur ma paille.

Tout d'un coup, un jeune oyonnaxien, Michel, manifesta le même désir de s'étendre. Je vins vers lui pour l'en dissuader. Pendant un temps assez long, je lui fis la conversation, parlant de tout et de rien, de sa famille, de la France, du retour qui approchait pour le tenir en éveil. Au bout d'un moment, il me demanda :

- «Veux-tu aller me chercher une pomme de terre au pied de mon lit ?»

Les prisonniers de guerre, nos voisins dans la portion de camp où on les avait retranchés, nous avaient procuré quelques pommes de terre cuites, prises sur leurs rations, après d'âpres discussions avec nos bourreaux.

Tout heureux de cette manifestation de bon augure, je partis chercher cette pomme de terre, à une dizaine de mètres. En me retournant, je vis un autre déporté aider Michel à s'allonger. Je hurlais : «Non !» C'était trop tard. Le jeune garçon avait déjà rendu son âme.

Je crois que c'est un phénomène normal. La libération était toute proche. Nous la sentions arriver. Nous savions par les prisonniers que les armées alliées n'étaient plus qu'à quelques kilomètres. Parfois des rafales de vent nous apportaient les échos des batailles. Une partie des S.S. avait quitté le camp, emmenant ceux d'entre nous qui pouvaient encore marcher... et que nous ne devions plus revoir. Nous avions lutté jusqu'au bout, moralement. Nous avions voulu à tout pris "tenir le coup", voir la fin de la guerre, l'écrasement du nazisme, le retour à la liberté. C'était pratiquement chose faite. Le besoin, la volonté de lutter, s'évanouissaient. J'allais moi-même le mesurer quelques jours plus tard, après avoir encore une fois échappé au pire

Au début de la nuit du 19 avril 1945, un bruit se répandit : «On distribue du pain aux cuisines...»

En réalité, les cuisines du camp de prisonniers, toutes proches de nous, avaient été attaquées par un groupe de déportés russes, beaucoup plus solides que les français, parce que sans doute habitués dans le passé à une vie plus

rude. Je retrouvais des forces pour m'y rendre. Il y avait du pain, oui, mais on se battait. Au moment où j'allais en prendre un, je fus violemment bousculé. Dans l'obscurité, je perçus vaguement des uniformes allemands. Des soldats étaient arrivés, repoussant les "rayés" avec leurs armes. Je reçus un coup de crosse dans le dos. Puis j'entendis nettement les claquements des fusils qu'on armait. Je me jetais à terre au moment où tonnaient les coups de feu.

Je m'endormis.

Lorsque je repris mes esprits, il faisait jour. Un prisonnier de guerre me secouait, me demandait :

- «D'où es-tu ?»

- «De l'Ain !»

- «De l'Ain ? Mais où ça ?»

- «D'Illiat, un tout petit village entre Thoissey et Pont de Veyle.»

- «Eh bien moi, je suis de Saint-Laurent-les-Mâcon (depuis devenu Saint-Laurent sur Saône), à 17 kilomètres d'Illiat, que je connais. Je suis fabricant de bateaux.»

C'était Tony Huot. Il était adjudant de réserve. Plus tard, je sus qu'il avait été d'un grand secours à ses camarades prisonniers pendant leur longue captivité. Il me rapporta à la baraque. Les derniers S.S. étaient partis. Restaient pour maintenir l'ordre quelques soldats allemands. Tony me donna un feuille de papier à lettre pour que je puisse écrire à ma famille. J'expliquais à ma femme, à mon père, à mon frère, qu'ils n'auraient pas à rougir de moi, que je pensais avoir accompli mon devoir, que je n'avais pas parlé sous la torture, dénoncé personne. J'eus l'impression, après cela, d'être allé au bout de mes forces.

Un peu plus tard arriva un médecin accompagné d'un prêtre. Le docteur désigna au religieux deux lits dont le mien. Le prêtre s'approcha du premier lit. Il vint ensuite près de moi.

- «Avez-vous une religion ?»

- «Je suis catholique.»

- «Voulez-vous vous confesser, recevoir l'extrême onction ?»

- «Oui, je veux bien.»

Après avoir reçu les derniers sacrements, je me sentis soulagé, parfaitement serein. Je voyais s'approcher la fin, sans angoisse. Près de moi, un autre déporté murmura :

- «Je retiens sa paillasse. Elle est bonne.»

Je sus à ce moment là que j'allais survivre et que lui allait mourir à cause d'une histoire que mon père m'avait maintes fois racontée.

C'était tout juste après la fin de la guerre de 1914. En décembre 1918. Mon père, en occupation en Allemagne, avait contracté la sinistre "grippe espagnole" qui devait faire une quantité de victimes. Un soir, le médecin qui effectuait sa visite habituelle à l'hôpital se contenta de regarder sa feuille de température, hocha la tête et poursuivit sa tournée sans mot lui dire.

Le voisin de l'auteur de mes jours se leva, consulta sa feuille de température et lui dit :

- «Attention mon vieux, la fièvre monte !»

Le lendemain matin, lorsque mon père ouvrit les yeux, ce fut pour voir deux employés emporter le cadavre de celui qui lui avait prédit un funeste destin...

Je revins à moi quatorze jours plus tard, devait-on m'apprendre. Je me trouvais dans une vaste chambre toute claire et dans un lit avec des draps blancs. Des tubes minces descendaient de branches métalliques au dessus de ma tête et aboutissaient à mes bras que je tentais de soulever. En vain. Je crus être attaché. Puis je fis glisser mes avant-bras. Aucun lien ne les retenait. J'étais tout simplement trop faible...

Je regardais alors devant moi. Au pied de mon lit, sur la gauche, une ravissante jeune fille faisait de la broderie à tambour. Ses longs cheveux cuivrés, très soignés, descendaient jusqu'au milieu de son dos. Je pris mon élan pour demander :

- «Où suis-je ?»

La jeune fille poussa un petit cri, laissa tomber aiguilles et dentelle et sortit... Je me mis à rire en pensant :

- «Je suis incapable de bouger et je lui fais peur.»

Ce n'était pas cela. Elle avait alerté le médecin : le major de l'antenne chirurgicale d'un des bataillons anglais qui nous avaient délivrés. L'antenne était restée sur place pour nous soigner, malgré les risques mortels. Cet homme était le major Thomson personnifié : pommettes rouges, tempes bleues. Il se mit au garde à vous, me salua et déclara dans un français sans accent :

- «Monsieur, vous êtes un héros.»

Ce fut comme un coup à l'estomac. Je n'avais pas l'impression de m'être particulièrement distingué. Je n'avais agi que comme beaucoup d'autres mais, enfin, s'il le voulait... Je répondis :

- «Mes camarades...»

Il reprit :

- «Vous êtes tous des héros.»

Je me sentis mieux. Il ajouta :

- «Il faut que vous rentriez en France. Savez-vous pourquoi ?»

- «Oui, parce que ma femme, mon père et mon frère m'attendent.»

- «Monsieur, vous avez des rapports à rédiger...»

- «Oui, on verra bien...»

Furieux, le major m'interrompit :

- «Monsieur, c'est à la France que vous vous devez !»

Je jugeais inutile d'insister :

- «Je ne me suis pas bien fait comprendre : lorsque j'aurais terminé les rapports que l'on me demandera, je serais très heureux de retrouver les miens, ma famille qui doit être très inquiète...»

Le médecin se détendit, s'approcha et dit à la jeune fille :

- «Qu'il ne manque de rien.»

Puis s'adressant à moi :

- «Vous êtes très faible, très amaigri. Vous avez sans doute très faim. Ceci (montrant les bords au-dessus de la tête) vous nourrit déjà. Nous allons vous alimenter très progressivement, par petites quantités et souvent. Des repas trop copieux pourraient vous tuer.

Il avait raison. Beaucoup de concentrationnaires, plus vaillants que moi, capables de marcher, s'étaient répandus dans les campagnes. Ils avaient obtenu des vivres qu'ils absorbèrent sans mesure. De nombreux cas de dysenterie se déclarèrent, la plupart du temps mortels.

Ma garde-malade, toutes les heures et demie, m'apportait la valeur d'une cuillerée de jambon haché, un morceau d'œuf, une cuillerée de légumes, un minuscule morceau de pain, quelques grammes de fromage... et trois cerises.

Ah ! Ces cerises ! Comme tous les autres concentrationnaires en avais-je rêvé, de ces fruits que nous n'avions pas. Le premier jour, je n'avais plus d'appétit. Cela ne dura pas. Bientôt, la faim se manifesta. Je mendiais une cerise de plus. Je n'avais qu'un refus souriant :

- «Demain peut-être .»

Les repas s'espacèrent un peu. Toutes les deux heures, la ration était un peu plus importante. J'eus quatre, puis cinq cerises. Sur ma table de nuit : un pot de lait, une tablette de chocolat et une boîte de cinquante cigarettes Navy-cut. Je ne pouvais pas me servir. Je n'avais nulle envie de fumer ; le chocolat et le lait ne me tentaient pas... et il était bien entendu que je devais demander si je voulais quelque chose.

J'étais souverainement gêné par ma faiblesse. Je ne pouvais pas me déplacer. La jeune fille me prenait dans ses bras (32 kilos, ce n'est pas lourd) pour m'emporter sur le siège des W.C., hors de la chambre, et me rapportait sur mon lit.

Au bout de quelques jours, profitant d'une de ses absences, je me laissais glisser sur le sol et, à quatre pattes, me rendis aux toilettes. Je tentais de fermer le verrou de la porte, vainement. J'étais encore trop diminué.

D'un coup, la porte s'ouvrit. Un homme s'écria :

- «Oh... pardon...»

Il referma, rouvrit aussitôt :

- «Mais t'es pas mort ?»

C'était mon bon "Lolo" Lenfant. Il était logé avec d'autres rescapés "costauds" (c'est à dire qu'ils pouvaient marcher seuls) sous une vaste tente voisine. Il n'aimait pas beaucoup se rendre aux "feuillées" qui, dans la nature, servaient de W.C. et avait découvert ceux de la maison dans laquelle je me trouvais. Il m'avait vu dans le coma, pris mes lunettes rafistolées pour les rapporter à celle qu'il croyait être ma veuve. Je lui avais donné mon adresse.

Il me ramena, cramponné à lui, dans ma chambre, m'aida à regagner mon lit. Il vit avec stupéfaction le pot à lait, les cigarettes, le chocolat... Il me dit :

- «On ne nous donne pas de lait, quatre cigarettes seulement par jour et un tout petit peu de chocolat. C'est tout ce que nous avons en plus des soupes et quelques légumes.»

Je le priais d'emporter le tout pour le partager avec les quelques survivants de notre groupe. Il hésita, puis s'en alla avec les précieuses provisions.

Lorsqu'arriva ma gentille garde malade, elle marqua un temps d'arrêt en apercevant ma table de chevet vide. Elle ne prononça pas un mot, sortit, rapporta du lait, du chocolat et une boîte de cigarettes. Seulement alors, en souriant, elle murmura :

- «Ne mangez pas tout et ne fumez pas tout à la fois ...»

Elle m'offrit un carré de chocolat, un fond de verre de lait.

Le lendemain, elle était présente lorsque Lolo revint me voir. Elle interrompit sa broderie et quitta la pièce. En repartant, mon visiteur emporta à nouveau lait, cigarettes et chocolat.

Il avait à peine tourné les talons que mon infirmière réapparut, l'œil amusé, rapportant d'office les provisions pour bien montrer qu'elle avait compris.

Ce petit manège se renouvela pendant plusieurs semaines, jusqu'à mon départ. Auparavant, j'avais connu une nouvelle épreuve.

Un matin, je me sentis secoué fermement dans mon lit. Au-dessus de ma tête remuaient les lèvres de ma garde

malade sans que je perçoive un son. Elle se pencha et me hurla dans l'oreille :

- «Vous êtes sourd ?»

Je sentis des larmes rouler sur mes joues. Je venais d'échapper à d'effroyables périls, j'avais survécu à d'incroyables dangers ; je commençais à pouvoir faire quelques pas en étant soutenu, j'allais peut-être rentrer chez moi... mais rentrer sourd !.

Elle alla chercher le major qui m'examina.

- «Ce n'est rien, constata-t-il. Vous n'entendez pas car des furoncles bouchent vos oreilles. Je pourrais vous opérer mais c'est infiniment douloureux et dans votre état d'extrême faiblesse, je ne peux pas vous insensibiliser.»

- «Ça ne fait rien docteur, opérez je vous en prie, je vous en prie...»

Voyant mon angoisse, mon insistance, il décida de procéder à l'intervention. La jeune fille me maintenait la tête. Successivement, il traita les deux oreilles, plaça les pansements. Tout étant terminé il me déclara, visiblement bouleversé :

- «Monsieur, je savais que vous étiez courageux, mais je n'aurais jamais cru qu'un homme puisse supporter sans broncher, sans manifester le moins du monde, les souffrances que je vous ai causées.»

- «Major, vous avez opéré si adroitement que je vous affirme n'avoir rien senti.»

Il me prit les deux mains pour me les serrer :

- «Dites tout ce que vous voulez par gentillesse, vous ne me ferez jamais croire que quelqu'un d'autre pourrait supporter de telles douleurs sans hurler.»

Je ne pus le convaincre. Et, cependant, c'était exact. Je n'avais strictement rien senti, certainement à cause de mon état d'extrême faiblesse.

Pour autant, je n'en avais pas fini avec ces furoncles. Pendant des dizaines d'années, jusque vers 1970, de temps en temps je ressentis d'abord des démangeaisons dans les conduits auditifs, puis la douleur s'installait. Des "lancées" comme si on me donnait des coups d'épingle. Arrivait ensuite le pire : toute la tête en feu comme si on me plaquait

sur le crâne une résille en fil de fer rougi. C'était insupportable. Enfin, un jour, le docteur Fischer, un médecin déporté qui se dévouait au service de ses anciens camarades de misère, trouva le remède capable de me soulager. Dès que se manifeste la moindre irritation, je glisse dans mes oreilles quelques gouttes "d'Antibio-Synalar" que j'ai toujours sur moi et un quart d'heure plus tard la démangeaison disparaît. Je ne subis plus ces épouvantables crises de furonculose. Parfois, la nuit, je commence un cauchemar : les oreilles me font mal comme jadis. Je me réveille. En réalité, c'est un avertissement, c'est le chatouillement qui commence. Je me lève, je me soigne, me recouche et m'endors.

C'est égal. Nos tortionnaires des camps nazis n'avaient pas envisagé de nous condamner au martyre à vie. D'après leurs "calculs de rentabilité", ils ne nous octroyaient pas une longue existence.

Dans le secrétariat S.S. du camp de Dachau a été retrouvé l'un de ces "calculs". Il était ainsi rédigé :

Z. 32. Rentabilité pour la S.S.
des détenus en camp de concentration

- Prix de location pour la journée	6 Reichmark
- Moins, pour la nourriture	0,60 R.M.
- Moins, amortissement des vêtements	0,10 R.M.
Bénéfice journalier	5,30 R.M.

Espérance de survie :

- 9 mois, soit 270 jours à 5,30 R.M.	1.431 R.M.
- Récupération sur les cadavres : dents en or, vêtements, etc... moins 2 R.M. pour frais de crémation	200 R.M.

soit bénéfice au bout de 9 mois	1.631 R.M.
non compris la récupération des os et des cendres.	

Pour notre camp, dont toutes les archives avaient été détruites en observation des consignes d'Hitler, "l'espérance" de survie aurait été seulement de 6 mois.

C'est pourquoi, sans doute, à l'automne de 1944, les prêtres internés à Neuengamme avaient été réunis pour être conduits dans un camp apparemment moins sévère. C'était Dachau. A ce stade là, la notion de "sévérité" se mesure à des nuances. Et sans doute les S.S. obéissaient-ils à un double motif.

Ils ménageaient de la sorte le Vatican mais (et peut-être surtout), ils privaient les concentrationnaires de Neuengamme d'un secours spirituel, car malgré une surveillance constante, malgré les rondes, les contrôles inopinés dans les baraques, les prêtres parvenaient de temps en temps à dire une messe sans vin et sans hostie, à tenir des réunions de prières auxquelles assistaient les croyants, pendant qu'au dehors les agnostiques, les athées faisaient le guet.

Ce n'est qu'au mois de juin que le major qui me soignait me déclara transportable. Je fus conduit avec quelques camarades dans les environs de Sandbostel. Je n'ai pas en mémoire les détails de ce transport. On nous logea dans une villa dont j'ai retenu le nom du propriétaire : le colonel Koch. Nous étions soignés, choyés par quelques jeunes filles allemandes qui s'efforçaient de prévenir nos désirs... limités, on s'en doute, à la soif et à la faim.

Enfin, le 10 juin au matin, un autocar arriva. Il nous dirigea vers un aéroport. Là, un avion piloté par Maryse Hilsz (un Dakota) nous attendait et deux jeunes filles de la Croix-Rouge, maquillées, souriantes, élégantes dans un bel uniforme, s'apprêtaient à nous accueillir. Elles nous présentèrent une bouteille de vin blanc d'Alsace, du chocolat, des cigarettes "Gauloises".

Je me déplaçais très péniblement en m'appuyant sur deux branches en guise de cannes. J'eus tout de même la force d'écarter rudement les présents. Mes amis, notamment René Horner en firent de même en disant :

- «Ce n'est pas à nous qu'il faut apporter ça. Nous sommes sauvés ou presque. A Sandbostel il y a encore des français mourants. Des français qui voient passer près d'eux des dames de la Croix-Rouge à qui ils demandent : «Vous êtes française ?»

Et qui répondent : «no... nix... nein...»

Il y a des Croix-rouges de tous pays, à Sandbostel. Il n'en manque qu'une : la Croix-Rouge française. S'il y avait une seule française pour apporter quelques mots de consolation, elle sauverait peut-être le vie de plusieurs des nôtres aux portes de la mort et qui n'ont besoin que d'un soutien moral.»

L'une des jeunes filles, atterrée, eut cette incroyable réponse :

- «Mais on ne peut pas y aller...»

- «Et pourquoi ?»

- «Parce qu'il y a le typhus.»

Nous restâmes stupéfaits. Quoi ? Les Croix-Rouges Danoise, Suédoise, Anglaise, Belge, Luxembourgeoise, Allemande, Américaine, pouvaient affronter le typhus et la Croix-Rouge Française non ?

Longtemps après, à l'automne 1946, j'étais journaliste à Lyon-libre (avant de collaborer au Progrès de Lyon). Le rédacteur en chef, Victor Fay, m'appela :

- «Le président du Rhône de la Croix-Rouge Française tient une conférence de presse pour parler de l'action de la Croix-Rouge dans les camps de concentration. Voulez-vous y aller ?»

Le président, longuement, évoqua les difficultés rencontrées par l'organisation pour secourir les déportés, leur faire parvenir des colis, etc...

Un silence survint.

Le président demanda aux journalistes s'ils souhaitent poser des questions. Alors s'éleva la voix rocailleuse d'un homme délicieux : Paul-Auloge Duvivier, consul de Colombie, doyen du corps consulaire de Lyon, directeur-éditeur des "Petites affiches" et du "Tout-Lyon".

Désignant ma boutonnière il s'enquit :

- «Dites-moi, mon cher confrère, quel insigne portez-vous ?»

- «C'est celui des survivants des camps de concentration.»

- «Ah !... c'est très bien ça ! Vous allez pouvoir nous parler de l'action de la Croix-Rouge dans les camps...»

- «Non, ce n'est pas possible.»

- «Et pourquoi ?»

- «Parce que nous n'avons jamais vu la Croix-Rouge en camp de concentration. Il paraît que certains "déportés d'honneur", que nous surnommions les "proéminents", qui avaient conservé leurs vêtements, qui ne travaillaient pas, qui avaient le droit de lire, qui étaient nourris comme les S.S., auraient eu quelques colis... sans que j'en sois absolument certain. Mais quant à nous, nous qui étions en vêtements de bagnards, nourris de façon à mourir en six mois, maltraités, frappés, traités comme si nous étions des bandits, nous n'avons jamais rien reçu.»

Ce fut la stupeur.

J'ajoutais :

- «Cela s'explique, jusqu'à la libération des camps par les armées alliées, personne ne connaissait leur existence. Sauf, peut-être, le Vatican qui ne devait cependant pas être exactement renseigné. Personne ne pouvait connaître l'étendue des sévices physiques, moraux, que nous subissions. Les allemands terrorisés se taisaient. Il a fallu l'arrivée des troupes alliées pour que soit découverte l'horreur de la déportation.»

Je racontais, ensuite, l'histoire des deux jeunes filles venues nous accueillir avec Maryse Hilsz. Je me contentais de conclure :

- «Je sais que la Croix-Rouge a fait ce qu'elle a pu. J'ai, au fort Montluc, bénéficié des soupes qu'elle faisait distribuer. Cependant, de grâce, qu'elle ne s'attribue pas des mérites injustifiés. Je demande à mes confrères de considérer que cette conférence de presse n'aurait jamais dû exister, qu'elle n'a pas existé.»

Le souvenir des camps de concentration devait me rattraper quelques années plus tard, un peu avant la mi-juin 1951.

Je me sentais faible, incroyablement faible. Un matin même, je n'avais plus la force de marcher. Une violente fièvre se déclara. Ma femme appela le bon docteur Isidore Fischer.

Il arriva peu après, m'examina longuement.

Ayant beaucoup réfléchi, il me regarda :

- «Tes affaires sont-elles en règle ?»

- «Oui, mais si ça va très mal, j'aimerais bien que tu fasses venir une infirmière. Je ne voudrais pas que ma femme soit seule si le pire arrivait.»

Nous pouvions, entre déportés, nous parler ainsi. La mort, nous connaissions. Le docteur demeura pensif. Un moment plus tard il m'expliqua :

- «Je ne veux pas affoler ton épouse. Je viendrai te voir toutes les deux heures. Je lui expliquerai qu'il y a des maladies graves dans le quartier et que j'ai besoin de prendre du café ! Ce que tu as... je ne sais pas. Probablement s'agit-il d'une suite lointaine de ce que tu as subi... D'une cochonnerie qu'on t'a communiquée et qui surgit après une longue incubation... Je ne sais pas. En tout cas, on va s'y attaquer...»

Pendant trois jours et trois nuits, il vint toutes les deux heures. Piqûres... médicaments qu'il apportait lui même. Le quatrième jour, vers minuit, il me dit :

- «Ecoute, je crois qu'on tient le bon bout. Je vais dormir un moment. Je reviendrai à cinq heures.»

A cinq heures, nouvel examen et cette seule - mais réconfortante - conclusion :

- «Bon, je m'en vais. Je serai là vers midi.»

A midi, il m'annonça qu'il me reverrait le soir seulement. Et le soir :

- «Cette fois, je décroche le téléphone. Je vais dormir, dormir... A demain matin.»

Le lendemain, je me réveillais à cinq heures, l'heure à laquelle je me levais normalement. Je demandais une cigarette à mon épouse.

Je fumais beaucoup, à cette époque : quotidiennement, un paquet de Gitanes papier maïs, parce qu'au Palais de Justice - où j'étais chroniqueur judiciaire - on ne fumait pas la pipe, les avocats en robe ne portant même pas une cigarette aux lèvres !

Le reste du temps, je déroulais des gauloises (deux paquets par jour !) pour en mettre le tabac dans ma pipe.

Je trouvais le "bleu" trop fort, le "gris" trop sec. J'avais toujours trois pipes sur moi : une à la bouche, une qui refroidissait dans la poche droite, l'autre qui achevait de refroidir dans la poche gauche. En outre, je grillais un cigare, un "voltigeur", à la fin du repas de midi, en me rendant au Palais de Justice, et un le soir après dîner.

Inutile de préciser que pendant ces jours de maladie, je n'avais pas touché à l'herbe à Nicot.

Lorsque au matin, je demandais une cigarette à mon épouse, elle me la donna immédiatement. Je bus un café. Elle alluma une seconde cigarette. En me la tendant, elle prononça les paroles qu'il fallait :

- «Je te demande souvent de fumer moins... mais j'aime quand même mieux t'entendre réclamer une cigarette que te voir comme ces jours derniers...»

Pendant ces longues heures où j'attendais la fin, j'avais beaucoup réfléchi. Nous nous étions mariés sans argent. Pendant mes premières années de journalisme je n'avais rien économisé. J'allais laisser ma femme seule, sans ressource autre que la ridicule pension de veuve de guerre, les veuves de déportés-résistants, même de ceux qui sont décédés plus ou moins longtemps après leur retour, ayant droit à cette modeste "compensation". J'eus envie de lui faire plaisir.

- «Si j'arrête de fumer, tu seras contente ?»

Le cri jaillit :

- «Oh oui... si tu peux !»

J'écrasais ma cigarette dans le cendrier :

- «Je ne fume plus !»

C'était le 17 juin 1951.

Ce fut dur. très dur. Je devenais nerveux, irascible.

Un soir, j'écrivais un article pour le Progrès de Lyon. Réfléchissant, je tendis la main vers un cendrier triangulaire "Martini" qui se trouvait sur mon bureau. Ne trouvant rien, je tâtais les côtés (car, naguère, la pipe que je fumais était mise à l'intérieur du cendrier et celle que je venais de poser sur les côtés). Rien. Je me levais, mis la main dans la poche de ma veste accrochée à la patère... et je réalisais brusquement :

- «Je ne fume plus !»

J'avais fait tous ces gestes machinalement. Je m'en fus chez le docteur Fischer pour lui en parler et, surtout, lui demander de soigner mon extrême nervosité. Il me répondit :

- «Je ne vais pas te donner un calmant. C'est un excitant, c'est la nicotine qui te manque. Tu vas me promettre de ne pas en abuser. Tu vas prendre du maxiton : trois comprimés par jour pendant quinze jours puis deux et demi pendant quinze jours puis deux pendant le même temps et ainsi de suite en diminuant d'un demi-comprimé toutes les deux semaines.»

En réalité, je diminuais les doses beaucoup plus rapidement. Deux mois plus tard, j'avais retrouvé mon équilibre. En revanche, mon poids commença à s'accroître sérieusement. Rapidement, je pris cinq, dix kilos... puis davantage. Je finis par dépasser le quintal ! Plus que le triple du poids auquel m'avaient réduit les nazis. En même temps, je souffrais horriblement des pieds. Je m'en fus trouver le professeur Lejeune qui, me voyant me traîner à l'aide de deux cannes s'écria :

- «Ah !... voila le résultat de la cuisine à la crème...»

Cependant, une prise de sang et un examen approfondi démontrèrent que ce n'était pas la goutte...

Le professeur conclut :

- «Dans ce cas, un seul remède : perdre au moins vingt kilos. Suppression du pain (un gros sacrifice) et de toute boisson alcoolisée.

En dix-sept mois, vingt-huit kilos s'en allèrent. Je pouvais marcher normalement (ou à peu près). Le strict régime s'estompa... mais de temps à autre, je dois le reprendre partiellement. Dès que, à nouveau, mes pieds protestent contre une trop lourde charge.

J'étais presque délivré du manque de tabac lorsque survint le "troisième réveillon" de 1951. J'avais, par mon métier, lié connaissance avec quelques joyeux as de la médecine et de la chirurgie, tous agrégés, qui avaient créé la "bande des jeunes cons", composée de jeunes spécialistes hautement qualifiés qui, aux Hospices Civils de Lyon, se

trouvaient à l'époque sous les ordres de "patrons" parfois moins titrés qu'eux. Les choses ont changé depuis.

Ce "troisième réveillon", nous le tenions au grand restaurant Lyonnais de cette période, "Le Café Neuf" de Marius Vettard, chef que les journalistes parisiens voulaient porter à l'Elysée.

Enfin... aux cuisines de l'Elysée.

Marius Vettard était un des cuisiniers favoris d'Edouard Herriot qui lui avait demandé de préparer un repas à l'intention des journalistes de la Capitale, à Paris. Le repas fut en tous points remarquable et comme on mangeait fort mal chez le Président Auriol (lors des banquets !), le chef lyonnais fut salué au dessert par les cris :

- «A l'Elysée, à l'Elysée...»

Nous avons donc délicieusement festoyé en cette fin décembre. Au dessert, Madame Vettard offrit aux fumeurs ce qu'ils désiraient : un paquet de cigarettes brunes ou blondes à chacun et, à moi, un cigare "corona" dans un tube d'aluminium.

- «Non Madame Vettard, je ne fume plus.»

- «Allons, allons, c'est la fête... une petite exception...»

Je refusais obstinément. Elle plaça le cigare dans ma poche :

- «Vous le fumerez chez vous !»

Ce cigare, franchement, me faisait envie. Toutefois, j'avais la conviction que, si je cédaï, c'en serait fini de ma promesse.

En arrivant à la maison, je le plaçais sur un meuble, bien en vue, en lui déclarant :

- «Tu resteras ici tant que je te verrai !»

Et, tous les jours, je le voyais. Tous les jours il me faisait envie. Pour Pâques notamment. La veille, j'avais capturé deux belles truites : 970 et 510 grammes (on est précis chez les pêcheurs lorsque les prises sont suffisamment belles pour qu'on n'ait pas à les grossir!). J'avais invité mon frère Jean (non fumeur) à les déguster. Au dessert, le "corona" me tapait dans l'œil...

Ce fut la dernière tentation (en ce qui concerne le cigare).

Le dimanche de Pentecôte suivant, je m'apprêtais à

partir pour la campagne chez mon père, avec mon épouse. Tout à coup, je revis le cigare que j'avais oublié ! Je le pris. En arrivant à Illiat, je le montrais à mon père.

- «A la fin du repas tu le fumeras !»

Depuis, non seulement je ne suis plus tenté par le tabac mais la fumée me gêne beaucoup. Je me demande parfois : sans cette alerte, cette maladie inconnue qui me menaçait gravement et qui m'a décidé à ne plus fumer, est-ce que le cancer n'aurait pas été plus efficace que les tortionnaires nazis ?

C'est fort possible.

Je sais que la mort viendra un jour. On naît pour mourir. Je suis passé si près d'elle que j'espère ne pas trop la redouter lorsqu'elle se présentera vraiment. Beaucoup de gens se passionnent pour ce qui se passe après la mort. Quelques uns d'entre eux, apprenant que j'avais connu quatorze jours de coma ont voulu me questionner, tenter de savoir ce que j'avais vu, su, ressenti de l'au-delà.

Je n'ai rien connu du tout. Après avoir reçu l'extrême onction, je me suis endormi lentement, sereinement. Il est vrai que l'exemple de mon père, ainsi que je l'ai raconté, me donnait l'assurance de ne pas mourir.

Pas à ce moment là.

LE RETOUR

Je reviens à 1945, à mon départ de Sandbostel, le 10 juin.

Le retour en Dakota me paraissait irréel. Nous ne parlions presque pas. Au bout de quelque temps, Maryse Hilsz nous annonça :

- «Au dessous de nous, la frontière française...»

Tous, nous vinrent aussitôt nous plaquer aux hublots pour apercevoir enfin cette France...

A l'arrivée à Paris, je me laissais conduire. On nous dirigea sur l'hôtel Lutécia, ex-siège de la Gestapo parisienne, où l'on procéda à un interrogatoire mais, cette fois, sans coups, sans pression, avec au contraire beaucoup de gentillesse. Je pus ensuite m'allonger.

Tard dans la soirée, deux officiers virent me questionner. Je n'avais à répondre que par oui ou par non. Visiblement, ils tenaient à me ménager le plus possible.

Au cours de la journée du lendemain, 11 juin, toujours à l'hôtel Lutécia, je fus convenablement vêtu. Avant de quitter l'Allemagne, j'avais reçu des vêtements civils dans lesquels je flottais. On me donna à Paris un costume mieux ajusté. Mais je tins à conserver un chapeau. Chapeau italien qui m'avait été offert par le médecin anglais

Avant mon arrestation, j'étais doté d'une foisonnante chevelure blonde largement ondulée. A Neuengamme, j'avais eu les cheveux rasés, comme tous les concentrationnaires. Dès qu'une repousse de 5 ou 6 millimètres se manifestait, un coup de tondeuse traçait sur les crânes une raie large de trois centimètres dite la "Strassbahn" - l'autoroute -. A deux centimètres, nouvelle "coupe à zéro".

Le jour de la libération, lorsqu'on nous fit une toilette totale, les cheveux furent encore une fois rasés pour éliminer les poux. En juin, j'avais une toison très courte, crêpée, qui contrastait avec la chevelure que connaissait ma femme. C'est pour elle que je tenais à mon chapeau afin qu'elle ne voie pas tout de suite...

Le 12 juin, on me transporta dans le train se dirigeant sur Mâcon. Une banquette m'était réservée en première

classe, pour que je puisse m'allonger. De nombreuses personnes défilèrent pour me questionner sans trop insister car ma faiblesse était visible.

Bien qu'ayant déjà commencé à reprendre une allure humaine - je grossissais au rythme de 4 à 500 grammes par jour - j'avais un visage émacié qui disait clairement mon état.

A la gare de Mâcon, un taxi m'attendait, qui me conduisit à la ferme paternelle. Qu'allais-je trouver ? Je pensais bien que ni mon père, ni ma femme n'avaient été arrêtés mais...

Ils étaient là tous deux, dans la cour. Ma femme conseillait la femme de ménage venue faire la lessive. Ma femme amaigrie presque autant que moi par le chagrin et le souci... Mon père tenait à la main un jambon au sel et venait de lui dire :

- «On l'entamera lorsque Gabriel reviendra...»

Mon chapeau frappa ma femme. Je n'en portais jamais avant mon arrestation. Elle se jeta dans mes bras et, tout de suite, voulut enlever ma coiffure. Je n'eus pas le temps d'expliquer. Je vis la surprise sur son visage mais instantanément elle se reprit :

- «Oh... tu es tout frisé...»

Mon père avait comme elle les yeux gonflés en me serrant contre lui. Ils m'accompagnèrent au lit. Je me couchais. Nous avions tant de choses à nous dire que nous ne savions par quoi commencer.

Ils avaient été mis en garde sur la façon de me nourrir : petits repas légers, toutes les trois heures. L'appétit était revenu. J'avais faim... faim... Le deux ou troisième jour, alors que tous deux tentaient de me faire patienter entre deux dînettes, je déclarais :

- «Si vous ne voulez pas me donner davantage, je me lèverai pour aller me servir.»

C'est alors que je vis des larmes dans les yeux de mon père. Je promis de prendre patience.

Ce sont les larmes d'un autre homme qui m'apprirent, par la suite, à vivre avec les séquelles douloureuses de la torture et des mauvais traitements. J'étais soigné par une

équipe du professeur Dufour de Lyon et par mon ami le docteur Pierre Delon, héros des combats de la libération qui devait faire, par la suite, une brillante carrière à l'Organisation Mondiale de la Santé.

Deux ans après mon retour, j'allais trouver le professeur pour lui dire :

- «Docteur, je ne peux plus vivre. Je souffre en permanence. J'ai mal partout : à la tête, aux pieds, à la colonne vertébrale, aux mains, dans les articulations...»

Monsieur Dufour me prit par les épaules et, me tutoyant pour la première et la seule fois me cria :

- «Ecoute, quand on a pesé 32 kilos avec ta taille, quand on a eu 35,4 de température et 5 de tension, on meurt et on fout la paix aux gens.»

Puis, les larmes aux yeux il me serra dans ses bras :

- «Je vous demande pardon, je ne sais plus. Je voudrais vous aider, vous le méritez tellement. J'ai tout essayé. On vous a fait trop de mal, on a été trop cruel avec vous. Vous êtes marqué à jamais... Je ne peux pourtant pas vous donner des doses de cheval, ce serait dangereux.»

Je lui demandais :

- «Si ! donnez moi des remèdes très forts. Je ne pourrais pas continuer comme cela.»

Le professeur augmenta les calmants dans des doses raisonnables. Toutefois, j'avais été très impressionné par ses larmes. Je pris l'habitude de vivre avec mes maux.

Beaucoup plus tard, vers 1980, j'eus mal à l'estomac. Grâce au docteur Carpentier, un ancien déporté qui se dévouait lui aussi constamment pour ses camarades, je pus un samedi soir rencontrer le professeur Bell. Il m'examina, me questionna, me remit des remèdes à prendre et me donna un rendez-vous pour que, le lundi suivant, je subisse un examen approfondi, un "tubage" de l'estomac.

Cet examen terminé, le collaborateur de M. Bell alla trouver le professeur qui revint aussitôt :

- «Mais, dit-il, vous devez souffrir terriblement ! vous avez un ulcère très térébrant... il fallait me l'expliquer.»

Je lui répondis que, souffrant en permanence, ce n'était pour moi qu'un mal supplémentaire.

Il me conseilla :

- «Dorénavant, lorsque vous verrez un médecin, dites-lui bien que vous avez l'habitude de la douleur. Cela l'aidera à vous soigner.»

Quatre mois plus tard, mon ulcère était totalement guéri. Les examens les plus approfondis ne purent en retrouver la trace.

Mais je dois sans doute aux larmes de mon père, à celles du professeur Dufour et, bien entendu, aux soins attentifs de mon épouse d'avoir pu me rétablir lentement, le mieux possible et d'avoir ensuite vécu presque normalement, en acceptant l'inéluctable, les séquelles perpétuelles d'un an d'atrocités.

UN CAMP, 75 KOMMANDOS

A une vingtaine de kilomètres au sud-est de Hambourg, Neuengamme était, en Prusse, le grand camp de concentration de l'Allemagne du Nord. Est-ce à cause de cette situation ? Il est considéré comme l'un des plus durs des camps nazis. David Rousset le pense, qui fut à Neuengamme après Buchenwald. L'écrivain polonais Bogdan Sychowiak est du même avis. Le Vatican - sans doute au courant de l'existence des camps - avait obtenu à l'automne 1944 que les religieux soient transférés par mesure de clémence à Dachau où ils "bénéficiaient" d'une chapelle installée dans un block. Neuengamme est, en tout cas, le seul où les S.S. ont obéi aux consignes de Himmler de tout faire disparaître. Lorsque les troupes anglaises entrèrent dans le camp central, elles ne trouvèrent qu'un bocal contenant un cœur humain dans ce qui avait été le laboratoire d'expériences médicales et une cinquantaine d'urnes de cendres dans les deux fours crématoires.

Tous les concentrationnaires avaient été évacués. Il existait dans un des "blocks" une vingtaine d'enfants juifs de dix à douze ans utilisés comme cobayes. La tuberculose leur avait été inoculée. Deux médecins français et deux infirmiers, détenus eux aussi, les assistaient comme ils le pouvaient. Devant l'avance alliée, ces enfants, les médecins et les infirmiers furent dirigés sur une école désaffectée de la banlieue de Hambourg et pendus. Le professeur Florence, Lyonnais, l'un des médecins détenus, obtint que les enfants soient endormis par piqûre avant de subir leur supplice. Il fut pendu lui-même ensuite avec l'autre docteur et les infirmiers.

Les historiens, dont le général Pierre Brunet, lui-même détenu à Neuengamme alors qu'il était capitaine, eurent beaucoup de peine à estimer le chiffre des "concentrationnaires" de ce sinistre camp. Les dernières évaluations situent à 106.000 le total général ; elles varient de 11.000 à 13.500 pour le nombre de français.

C'est à la fin de 1938 - le 13 décembre - qu'arrivèrent

près d'Altengamme, dans une tuilerie ayant appartenu à des Israélites, quelque cent détenus venant de Sachsenhausen, pour créer sur ces marécages ce qui devait être Neuengamme, érigé le 4 juin 1939 en camp autonome. 3.500 hommes s'y trouvent en décembre 1940. En 1941 arrivent de nombreux détenus en provenance de Sachsenhausen, Buchenwald, Dachau, Auschwitz, puis des hollandais, des Belges, des Luxembourgeois.

Neuengamme, après la rupture du pacte germano-soviétique et le début de la guerre contre la Russie, devient un centre d'exécutions massives des officiers, commissaires soviétiques et d'un millier d'hommes de troupe de l'Armée Rouge, tous pendus ou asphyxiés dans la chambre à gaz.

En 1941, une épidémie de typhus se déclare et n'est maîtrisée qu'après avoir fait de nombreux morts, au mois de mars 1942. 13.000 hommes sont détenus au camp central mais il existait beaucoup de "kommandos" extérieurs. En avril 1942, Sauckel, dictateur nazi à la main d'œuvre, avait en effet décidé que les "concentrationnaires seraient utilisés jusqu'à épuisement de toutes leurs forces à l'effort de guerre allemand». Le grand maître de cette main d'œuvre, le S.S. Oswald Pohl, a écrit : «Le travail du prisonnier doit être exténuant au sens propre du terme pour qu'on puisse obtenir le résultat maximum.»

Le 28 août 1942 fut créé le premier "kommando" à Wittenberg, sur l'Elbe ; suivirent Drutte, Salzgitter, Watenstedt, pour les usines Hermann Goering ; à Brunswick, Breme, pour Borgward ; à Hambourg pour le port et les constructions navales... puis Meppen, Ladelund, Husum et bien d'autres, si bien que la population totale des kommandos dépassa largement celle du camp central.

Une des plus grandes utilisatrices de cette main-d'œuvre fut la Kriegsmarine : mille hommes à Wilhelmshaven pour l'entretien de la jetée du port ; deux mille sept cents à Bremen-Farge pour la construction d'un refuge pour sous-marins où la mortalité fut extrêmement importante ; sept mille à Brême, également pour la

construction d'un atelier souterrain qui ne fut jamais terminé, après avoir subi un bombardement terrible le Vendredi-Saint de 1945 (30 mars).

La Luftwaffe réclamait de la main-d'œuvre : Kaltenkirchen et Nuetzen pour la construction de terrains d'aviation ; Lerbeck, Lengerich, Porta, Westphalica, Barkhausen, Hausberge, Helmstedt, Beendorf, pour les usines d'aviation.

Soixante quinze kommandos : dix-sept de femmes, cinquante huit d'hommes, furent ainsi organisés. Au total plus de cent mille personnes avaient transité par Neuengamme dont quinze mille russes, treize mille polonais, onze mille à treize mille français, huit mille huit cents allemands. Ces derniers pour la plupart des condamnés de droit commun : assassins, auteurs d'attaques à main armée. Les plus brutaux étaient choisis comme "kapos" pour "encadrer" les autres concentrationnaires qu'il s'agissait d'avilir, d'humilier au dernier degré avant de les faire mourir.

Vers la mi-avril 1945, devant l'avance des armées alliées, est tenté un regroupement des kommandos sur Neuengamme : à pieds pour les plus "valides". Nombre d'entre eux, ne pouvant suivre, sont abattus d'une balle dans la nuque par les S.S. à la fureur déchaînée par la certitude d'être bientôt définitivement vaincus. Les autres, les "musulmen" sont entassés dans des trains où ils vivront pendant plusieurs jours le calvaire de leur calvaire. Pas de nourriture, pas de boisson, mitraillés par l'aviation alliée. A plusieurs reprises, les convois à destination de Neuengamme, puis de Bergen Belsen, changent de direction, soit que les voies sont coupées par les bombardements, soit pour échapper à l'avance des alliés.

Finalement, c'est dans des gares proches de Sandbostel où se trouve un camp de prisonniers : le stalag XB, qu'arrivent les survivants. Les uns quittent les remorques pour être conduits par les camions dans une partie inoccupée du

camp. Les autres sont entassés dans des wagonnets, pêle-mêle morts et vivants, et déversés purement et simplement à l'entrée de ce même camp.

Peu après, avec les derniers déportés en provenance de Hambourg, arrive le typhus. La faim est telle que l'on assiste à des actes de cannibalisme : jamais de la part des français. Mais des russes et des italiens sont surpris à faire rôtir sur des débris de planches des foies et des cœurs arrachés aux cadavres.

Dans la nuit du 19 au 20 avril, les S.S. s'étant enfuis, des déportés tentèrent de forcer les cuisines du camp. Le service de sécurité allemand intervint. Une fusillade fit de nombreux morts.

Heureusement, le colonel Albert, responsable des prisonniers français du stalag, organise les secours dès le lendemain. Médecins, infirmiers du camp, luttent contre le typhus (certains seront contaminés).

Pendant ce temps, d'autres tragédies se situent ailleurs. A Gardelegen, mille deux cents déportés sont entassés dans une grange, sur de la paille imbibée d'essence. Des enfants des "Hitlerjugend", âgés de 14 ans, y mettent le feu. Seul survivra un jeune russe, découvert trois jours plus tard sous les cadavres.

Au camp central, restaient environ dix mille déportés, considérés comme "valides". Destination la baie de Lubeck, après avoir "nettoyé" le camp pour tenter de dissimuler ce qui s'y était passé. A Neustadt, dans la baie, après diverses péripéties et transferts, embarquement à bord de deux navires : "Arcona" et "Thielbeck". Les détenus espèrent être conduits en Suède. Seuls trois cent quatre vingts d'entre eux verront ce rêve se réaliser ; échangés contre des médicaments grâce à l'intervention du Comte Bernadotte.

Le 3 mai, les deux bateaux sont dans la rade avec deux autres bâtiments : le "Deutschland" et "L'Athen" où se trouvent d'autres déportés. Un avion de reconnaissance anglais est mitraillé par la D.C.A. du "Thielbeck" et de

"l'Athen". Peu après, les bombardiers anglais interviennent en riposte. Les quatre bateaux sont coulés.

De la rive, les S.S. mitraillent les survivants. Le massacre est presque total. Sur mille français de l'"Arcona", on compte onze rescapés ; du "Thielbeck", un seul a survécu. Pendant des mois, la mer rejettera des cadavres.

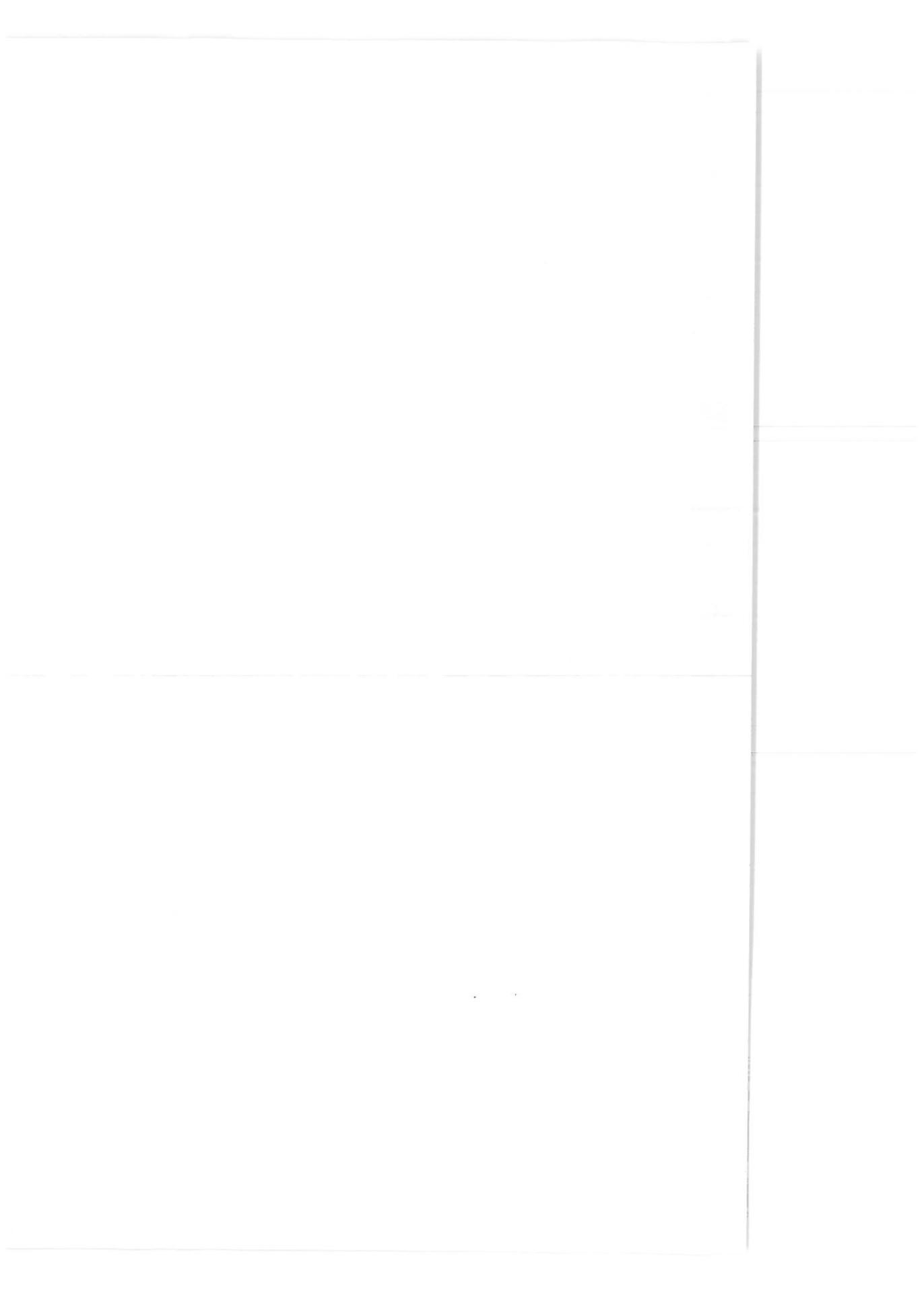
Voilà pourquoi, sur quelque cent mille personnes détenues dans ce camp dont onze à treize mille cinq cents français, il y eut si peu de survivants et pourquoi il est si peu connu.

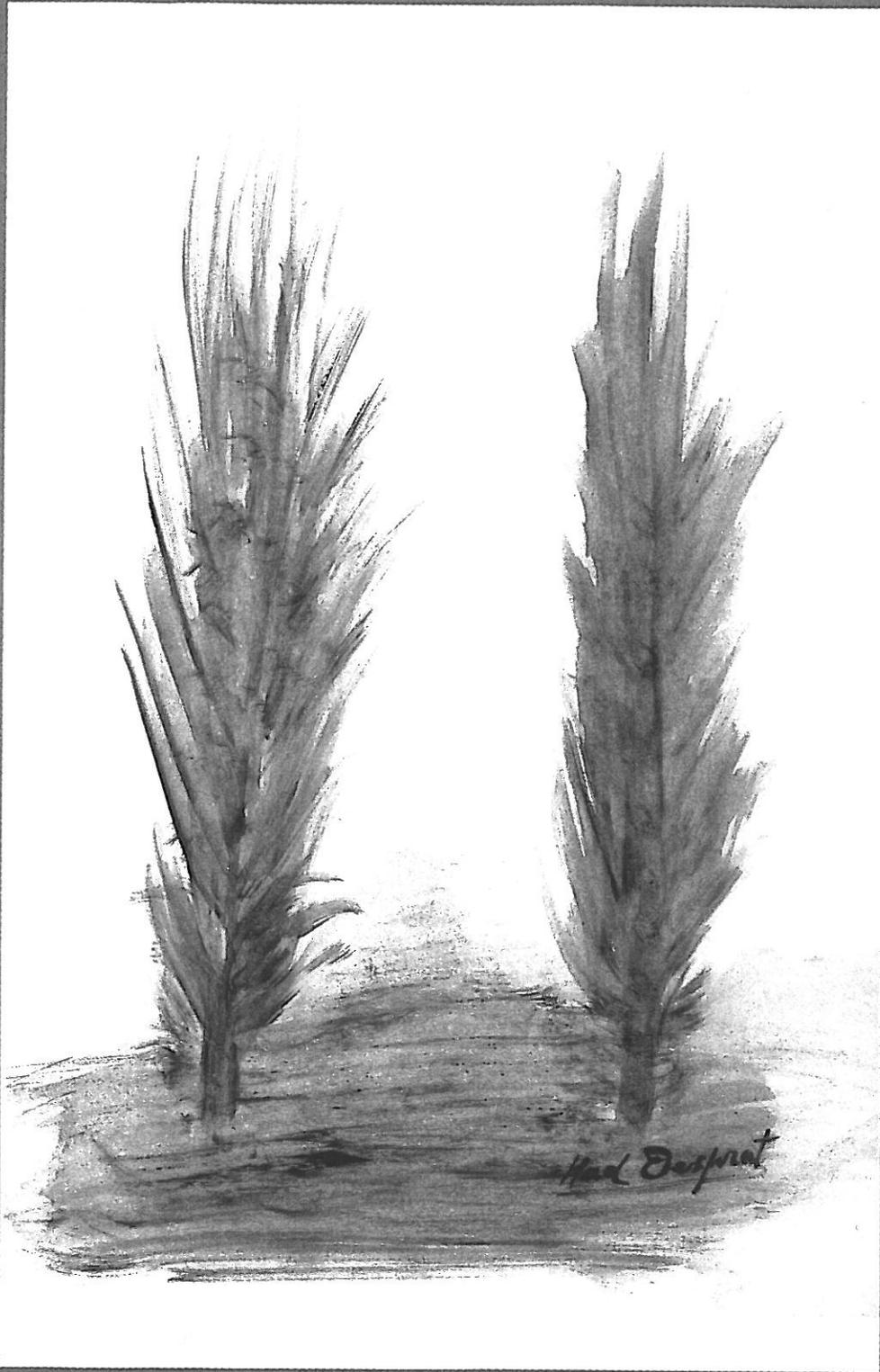
La terrible consigne de Himler avait été appliquée presque intégralement.

TABLE DES MATIERES

Préface	P 5
Avant propos	P 7
Aux lauréats de Résistance et Déportation . . .	P 11
Si tard	P 13
L'arrestation	P 19
Klaus Barbie	P 21
Gueule Tordue	P 26
Un voisin précieux	P 29
Trois	P 35
Avec bagages	P 40
Neuengamme	P 43
En kommando	P 45
Le ciment	P 51
Le premier mort	P 54
La schlague	P 58
Le courage des femmes	P 64
La bombe amie	P 70
Mon plus beau cadeau de Noël	P 73
Les poux	P 76
L'anniversaire de Pierrot	P 78
Interdiction de mourir	P 82
Le miracle du Vendredi Saint	P 86
Le mouroir de Sandbostel	P 93
Le retour	P 111
Un camp, 75 kommandos	P 115

La couverture a été réalisée d'après des dessins de Mad Desprat et de André Tajana.





Prix : 12 €